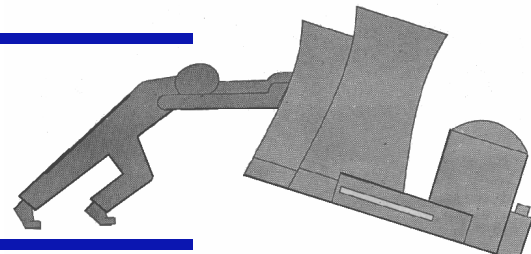


STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire du Sud-Ouest

N°73 - Semestriel - 4 €
MARS 2014

Samedi 3 et dimanche 4 mai 2014

Valence d'Agen

Halle Jean Baylet

ALTERNATOME 82

Le village des alternatives



Samedi 3 mai

Dimanche 4 mai

18h 30 : apéro festif

20 h 30 :

- film « enquête d'hostilité publique de 1979 », une région en résistance contre le nucléaire

- débat sur les grands projets inutiles actuels et leurs alternatives

A partir de 10 h :
Café-débat et musique en ville.....

conférences /débats

- 11 h 00 : Enjeu climatique & danger du nucléaire
- 14 h 30 : Economies d'énergie
- 16 h 30 : Echanges réalisations habitat et énergies renouvelables

Restauration sur place avec produits locaux.

Toute la journée Stands *

ALTERNATIVES ÉNERGETIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Nous, la société civile,
...sommes en marche

Pourquoi Alternatome 82 ?

Car parmi les Grands Projets Inutiles la prolongation ou le remplacement du parc nucléaire sont des enjeux très actuels dont nous ne pouvons faire l'impasse (voir p.2), .

Nos buts :

Rejeter le fatalisme et retrouver la dignité de ceux qui ont lutté dans le film « enquête d'hostilité publique de 1979 », samedi 3 mai 20h30 .

Renforcer la convergence des luttes, la volonté de s'en sortir ensemble. De nos jours les Grands Projets Inutiles sont légions prenant en otage la terre, l'eau, le climat, la biodiversité, les finances de tous. En plus des manoeuvres autour du nucléaire se profilent celles autour :

- des gaz de schistes, de la LGV,
 - de Notre dame des Landes et des barrages, des OGM ..
- Le système s'emballe accélérant les ravages sociaux .

"Les forces financières opposées au changement sont puissantes.... **Sans une société mobilisée, le changement ne sera pas possible.**" (Delpine Batho, le Monde 20-2-14). Des représentants des ces luttes seront là aussi samedi 3 mai pour le débat après le film et dans les stands le lendemain pour informer.

« Créer le monde que nous voulons est un mode d'action bien plus subtil, mais plus puissant que détruire celui que nous ne voulons pas » (M. Williamson)

Les changements émergent de la société civile, créant **une réponse commune** aux blocages de la situation économique et sociale. Ils s'appellent :

- relocalisation de l'économie, circuits courts et solidaires,
- économies et efficacité énergétique, habitat économe, - chantiers participatifs et éco-lieux,
- agriculture paysanne, transports « doux » et service de l'énergie décentralisé. Il s'agit de concilier justice sociale et impératif écologique.

Retrouver la joie du vivre ensemble.

Les associations, artisans, coopératives, groupements divers, seront présents le 4 mai pour informer, débattre, présenter leurs projets, leurs actions, leurs engagements, **donner envie, aider à construire ce que nous voulons, vos projets, des projets collectifs.** Comme à Bayonne en 2013 **faisons émerger et renforçons dans le 82, le foisonnement des alternatives.**

Voir stopgolfech.org pour programme en évolution

Samedi 12 avril réunion de préparation Alternatome 82(p.2)

Tournée Alain de Halleux, réalisateur voir p.20

P.2 Alternatome 82
P.3 enjeux prolongation des centrales nucléaires
P.4/5/6/7 : Golfech, épée de Damocles et « grand carénage »
P.8 Le Blayais
P.9 résistance THT

et enfouissement déchets
P.10/11 Fukushima, Vigie et Astrid
P.12 victoire procès Malvezi
P.13/14/15/16 transition énergétique
P.17/18/19/20 nouvelles des assos de CASO (coordination antinucléaire du sud-ouest)



L'état de la planète se dégrade à un rythme effréné et contribue à renforcer les inégalités. Les expressions « accident nucléaire majeur, pic pétrolier, dérèglement climatique, sols de plus en plus artificialisés, financiarisation de l'économie »... sont quotidiennes

Nous pouvons peser pour un changement de cap radical face aux 2 échéances suivantes :

- des **décisions sur la transition énergétique vont être prises en mai/juin en France**, notamment la prolongation des centrales nucléaires ou leur remplacement, la relance du projet de surgénérateur Astrid, l'exploration des gaz de schistes..
- "Fin 2015, la COP 21, la **conférence internationale de l'ONU sur le climat**, aura lieu en France ! Des mesures fortes pour lutter contre l'effet de serre devront être prises .

Le boulet financier du nucléaire bloque la transition

EDF annonce le 20-2-2014 le détail et le montant de ses investissements pour rallonger la durée de fonctionnement des réacteurs atomiques français : 55 milliards. Le Journal du Dimanche du 2 mars parle de 100 à 200 milliards (1). La vraie transition énergétique pour la France serait d'investir ces sommes dans les économies d'énergie, l'efficacité énergétique comme la cogénération et les énergies renouvelables.

Le refus du modèle allemand et le choix du modèle des Etats-Unis.

La France refuserait donc de suivre l'exemple l'Allemagne dont les bénéfices de la sortie du nucléaire sont démontrés tous les jours : emplois (1,8 millions de salariés d'après le syndicat allemand la DGB), innovation (2).

Les États-Unis qui ont engagé la tentative d'allongement de vie des réacteurs seraient donc le modèle ! Pourtant deux réacteurs de San Onofre (de même conception que les français), retapés à grands frais **ont été définitivement arrêtés l'an dernier pour dégradations massives**. Toujours aux États-Unis, l'autorité de sûreté américaine (Nrc) vient de déclarer recevable une pétition contre le prolongement de la centrale de Fitz Patrick (Type Fukushima Daïchi n°1). La situation actuelle des réacteurs atomiques américains est catastrophique (3) : cette liste démontre que la France, qui a quelques années de décalage sur la construction des réacteurs par rapport aux États-Unis, commence à entrer dans la même spirale de dégradations irréversibles.

Deux réalités sociales incontournables aggravent les problèmes : le départ à la retraite des travailleurs de l'atome et le trouble créé chez tous les travailleurs du nucléaire suite à la survenue de la catastrophe de Fukushima ou une des plus grandes de puissance industrielle et technique au monde a failli.

Sans de courageux informateurs, l'omerta atomique serait totale.

Les « fuites » de chez les opérateurs de l'atome montrent que tout est bien gardé secret pour tenter de maintenir debout le précaire édifice atomique et... Les révélations incessantes montrent que pas un seul élément constitutif des réacteurs atomique ne pose pas de problèmes graves ! Toutes les dénommées « barrières » sont affectées : la première, les gaines de combustible (4), la deuxième, le circuit primaire où, la cuve pourrait être percée en 1h17 mn(5), l'enceinte de confinement, troisième barrière aussi (6)

Au niveau local, pour Golftech, selon les autorités, il ne resterait « plus qu'à mettre en œuvre » les leçons de Fukushima

: des murs d'enceinte pour protéger des crues de la Garonne (L'ASN précisait que lors des dernières grosses inondations, c'étaient les plateformes de construction des réacteurs "gelés" 3 et 4 qui avaient servi de bassins d'écrêtage de crue) ou encore la mise en place d'un groupe électrogène chargé de fournir l'électricité "d'ultime secours" perché sur bâtiment (auxiliaires nucléaires) dont on se demande bien quelle pourra être la fonction puisqu'il alimenterait des circuits électriques noyés...



**Tous à Alternatome 82 !!
Le 3 et 4 mai 2014**

Alors tous à Valence le 3 et 4 mai pour obtenir du politique de tourner la sinistre page de l'épisode atomique dans l'histoire de l'humanité.

1) <http://www.lejdd.fr/Economie/Industrie/La-facture-astronomique-du-nucleaire-655350> 2) Global Chance.org L'énergie en Allemagne et en France : une comparaison instructive, septembre 2011 3) <http://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-des-accidents-partout> (4) <http://www.mediapart.fr/journal/france/070214/nucleaire-un-probleme-d-usure-menace-pres-de-la-moitie-des-reacteurs?onglet=full> ; (5) <http://www.sortirdunucleaire.org/Vulnerabilite-reacteurs> ; (6) http://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/Rex_M_Costaz-GC_enceinte.pdf



En dehors de tout impératif électoraliste une myriade d'initiatives locales et d'expérimentation bouleversent le paysage énergétique français. Leur point commun est que les plus efficaces partent toujours de projets citoyens tels ceux favorisés par le fonds d'investissement Energie partagée lire p.13-14-15

Voici le site pour Alternatome hébergé par Alternatiba:

<http://alternatiba.eu/valence-agen/>

rendez vous pour la prochaine réunion de préparation d'Alternatome 82

le samedi 12 avril à Meuzac chez Jean-François et Josiane 414 route de Barry d'Islemade à 14 h.

- depuis Castelsarrasin (autoroute) direction Lafrançaise, après 12 km Meuzac à droite

- depuis Toulouse, sortie vers gare SNCF, prendre route Albefeuille-Lagarde, ou direction Lafrançaise.

A Meuzac, face à la pharmacie prendre route de Barry d'Islemade, à gauche après l'église en venant de Lafrançaise, tout droit en venant de Castelsarrasin. Maison volets verts clair à droite. N° 05 63 31 69 01 portable Josiane ; 06 14 27 04 49

Horreur écologique et économique, mépris absolu de la vie humaine, la prolongation des centrales nucléaires (décision prise cette année...)



EDF prépare le changement de pièces maîtresses pour prolonger la vie des centrales (voir p.7) mais le problème des défaillances du nucléaire est souvent un problème de tuyauteries, de robinets, de ruptures électriques, ventilateurs, vannes ... voir p.4- 5-6

Le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle des documents internes à EDF qui démontrent que l'industriel a des doutes sur la résistance de l'acier de 118 pièces de robinetterie qui pourraient brutalement rompre. Ces robinets font tout partie des circuits primaires de 31 réacteurs nucléaires 900 MWe. EDF a décidé en conscience de laisser fonctionner ces 31 réacteurs nucléaires malgré ce risque affectant la partie la plus critique d'un réacteur nucléaire : le circuit primaire qui assure le refroidissement du combustible nucléaire et comprend la cuve du réacteur. (..)

Pas besoin de séisme, de tsunami, ni même d'une erreur humaine pour provoquer la fusion d'un cœur de réacteur nucléaire en France. **Des documents internes à EDF ont été fournis au Réseau "Sortir du nucléaire" par un certain Monsieur « Atome », agent d'EDF.** Ces documents, accompagnés d'une synthèse, montrent que **certaines composantes (robinets, clapets et vannes) du circuit primaire de 31 réacteurs de 900 MWé sont particulièrement sujets à l'usure due à la dégradation thermique des métaux et pourraient se rompre brutalement.** Dans les différents scénarios présentés dans les documents EDF, cette rupture brutale, si elle avait lieu sur certains robinets affectés par le vieillissement thermique [1] aurait pour conséquence une perte importante de liquide de refroidissement primaire. Même l'injection d'eau de secours ne pourrait pas compenser cette baisse du niveau d'eau dans la cuve du réacteur. Le cœur du réacteur ne serait plus suffisamment refroidi et commencerait à fondre. Dans le pire des scénarios accidentels, la rupture de la cuve surviendrait en moins de 90 minutes. Le personnel de la centrale assisterait alors, impuissant, à un accident majeur avec risque de contamination massive et rapide de l'environnement.

Alors que les documents montrent qu'EDF a parfaitement conscience du problème [2], le remplacement des 118 pièces concernées ne semble pas à l'ordre du jour. L'électricien prévoit une simple campagne de **mesures** des robinets qui s'achèvera... en 2015 !

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Analyse-et-documents-à-télécharger>

Un tiers du parc connaît des défaillances de sûreté par Jade Lindgaard (15-2-14)

Des disjoncteurs électriques refusent de se fermer, ce qui entraîne un « accroissement non négligeable du risque de fusion du cœur » des réacteurs nucléaires. Sommé par l'autorité de sûreté, EDF doit mettre en œuvre un plan d'action et des mesures compensatoires. (..) Cette fois, ce n'est pas un document interne à EDF qui le dit mais des notes officielles, publiées par l'Autorité de sûreté du nucléaire (ASN) et son réseau d'experts, l'IRSN Mis en ligne dans la plus grande discrétion sur leurs sites internet respectifs, ces documents passent inaperçus la plupart du temps. Des disjoncteurs électriques refusent de se fermer, ce qui entraîne un « accroissement non négligeable du risque de fusion du cœur » des réacteurs nucléaires, selon un avis de l'IRSN du 27 septembre 2013. **Pour EDF, ce défaut est générique et concerne toutes les tranches de 1 300 mégawatts (MW) – à l'exception de Saint-Alban, dans l'Isère –, soit dix-huit réacteurs (dont Golfech).** Cela représente près d'un tiers du parc – qui en compte cinquante-huit. (..)

Pourquoi ce problème technique est-il si important pour la sûreté ? Parce que ces disjoncteurs servent notamment à basculer l'alimentation en électricité de la centrale depuis la source externe principale vers la source auxiliaire interne, en cas de rupture d'alimentation du réseau (comme cela s'est produit par exemple à Flamanville, du fait des intempéries, lors du week-end des 8 et 9 février 2014). Un refus de fermeture de disjoncteurs peut se traduire par la perte de tableaux électriques, qui alimentent eux-mêmes un grand nombre d'équipements, notamment les pompes du système d'injection de sécurité. Or ce sont elles qui injectent l'eau servant à refroidir le cœur du réacteur, c'est-à-dire son combustible, en cas de problème. C'est un système de sauvegarde.

<http://www.mediapart.fr/journal/france/150214/nucleaire-un-tiers-du-parc-connaît-des-defaillances-de-surete>

Durée de vie des centrales,

prolongation, roulette russe : * EDF n'en a jamais assez : de 30 ans, l'entreprise voulait pousser ses réacteurs à 40 ans, aujourd'hui elle lorgne sur 60 ans.

Mais à vouloir copier sur les Américains, qui annoncent envisager pousser jusqu'à 80 ans, EDF active la roulette russe, sur l'explosion des coûts et sur les risques catastrophiques. Une centrale vieillissante est plus sûre qu'une neuve, assure-t-elle, car on change des composants. Question : qui prendrait un avion qui ne serait jamais mis à la retraite, juste entretenu ?

D'autant plus risqué que les cocottes-minutes atomiques sont truffées de composants qui ne peuvent être remplacés (**cuve du réacteur, enveloppe ciment du réacteur, câblages électriques à foison) et cuves voir Stop Golfech n°72 ou site Stop Golfech**

* EDF qui se lance dans de gigantesques mises aux normes post-Fukushima, qui veut remplacer quantité de vieux composants tandis que l'Assemblée nationale vient d'entendre qu'EDF est déjà "débordée" par les travaux de maintenance, une situation liée à "un problème d'organisation des travaux qui met en cause la qualité de la réalisation, avec un risque potentiel pour la sûreté des installations" (6)

* sûres les centrales, alors les états nucléarisés craignent une éventualité soigneusement tue, le **terrorisme nucléaire, le président américain l'ayant même qualifié de "menace la plus importante pour la sécurité internationale"**

(6) <http://www.actu-environnement.com/ae/news/personnels-edf-nucleaire-inquietude-duree-vie-reacteurs-21051.php4>

Envisageable en France, la catastrophe ?

* OUI ! Et là les opposants au nucléaire n'y sont pour rien. C'est l'ASN, Autorité de sûreté nucléaire et dérisoirement auto-proclamée « gendarme du nucléaire » qui nous dit, depuis Fukushima, que oui, il nous faut « imaginer l'impensable » !

* pire, si c'est possible, l'Etat et nos gouvernants se prépare à LA catastrophe nucléaire, non seulement à travers le CODIRPA, mais encore par la publication toute récente d'un « Guide d'aide à la décision » (2) lorsqu'il faudra faire face au pire (2) <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203287994473-accident-nucleaire-l-etat-devoile-son-plan-d-action-647542.php>

- Question vraiment annexe, et pourtant Drame humain mais, puisqu'il semble que ce soit devenu quasi le seul critère qui mène nos décideurs, catastrophe économique. Alors que la Convention de Vienne et la Convention de Paris engagent la responsabilité de l'exploitant nucléaire pour une ridicule somme de 91,5 millions € (3) (en cours de légère ré-évaluation), l'IRSN français (Institut de radio-protection et de sûreté nucléaire) chiffre, lui, le coût des dommages d'une catastrophe de 120 à 430 milliards d'euros... soit plus de 20% du PIB français annuel (3), tandis qu'il porte l'évaluation de 760 milliards d'euros à 5 800 milliards d'euros pour un accident majeur sur le territoire (4) (3) <http://www.actu-environnement.com/ae/news/responsabilite-civile-nucleaire-harmonisation-fukushima-accident-21034.php4#tor=ES-6> ; (4) <http://www.enviscope.com/News/communiqués/Michele-Rivasi->



« La France face au coût d'un accident nucléaire » 25-2-14 Illustration Nicolas Jacquette - www.lecrapaud.fr <http://lecrapaud.fr/la-france-face-au-cout-dun-accident-nucleaire/>

cedra.org@orange.fr

Golfch : l'épée de Damoclès

BILAN DES EVENEMENTS SIGNIFICATIFS CNPE DE GOLFECH 2013 Réalisé pour Stop Golfch par Marc Saint-Aroman le 27 mars 2014

EDF mentionne dans son rapport annuel sur l'année 2013, la survenue de « 16 événements significatifs, dont deux classés au niveau 1 » Comme à son habitude, l'électricien occulte « les événements significatifs » transports, radiologiques... **Pour nous le nombre d'événements significatifs s'élève donc à 21: même moins nombreux qu'en 2012 (voir le tableau joint) les événements survenus en 2013 constituent toujours des menaces importantes pour la sûreté des réacteurs, en effet : - des réacteurs sont sortis des plages de fonctionnement autorisés (Incidents n° 8 -15- 16 – 17). A titre d'exemple, une vanne du circuit primaire a été manuellement ouverte par erreur ce qui a entraîné une baisse d'eau dans le circuit primaire (n°16). L'incident n° 15 s'est bien terminé mais les opérateurs ont du avoir froid dans le dos en voyant la puissance du réacteur échapper soudainement à leur contrôle. Sans évoquer l'obligation d'arrêt des réacteurs conçus pour 25 / 30**

ans, ou encore de celle liée à l'acceptation du danger intrinsèque lié au fait de faire fonctionner des réacteurs atomiques, dans quelques uns des ces événements, les variations trop rapides de puissance diminuent la longévité des installations : tout cela est documenté chez EDF et les antinucléaires se doivent d'obtenir de l'ASN, à minima, la mise à l'arrêt de tous les réacteurs ayant dépassé les critères de vieillissement accélérés entraînés par les successions de chocs thermiques. Des vannes dites de contournement de turbine ont envoyé intempestivement la vapeur à l'atmosphère (n°1- 15) ou se sont bloquées fermées intempestivement (n°3). Sont survenues des erreurs de mesure d'activité neutronique des cœurs (n°6), des erreurs de mesure d'activité du circuit secondaire (n° 12) ou de rejets à l'atmosphère (n°10). Le bâtiment piscine ne filtrait pas bien la radioactivité parce que le moteur d'un ventilateur qui avait été remplacé tournait à l'envers (n°5). Des générateurs de vapeur qui ne recevaient pas assez d'eau (n°4 - 11) ou qui étaient alimentés de façon impromptue (n°7). « L'évènement » n° 17, assez fastidieux à lire, montre bien la complexité des tâches à réaliser par les opérateurs des centrales nucléaires. Dans la tradition, EDF affirme systématiquement en fin de ses déclarations : «cet événement n'a pas eu de conséquence pour la sûreté des installations, ni pour l'environnement. » : pourtant, quand on multiplie la situation de Golfch à celle de toutes les installations françaises on voit que l'industrie nucléaire constitue une menace permanente et totalement inacceptable. Bonne lecture

Événement Significatif Sûreté (ESS)

n° 1 - Niveau 0 : le 17 janvier 2013, alors que le réacteur n° 1 était en fonctionnement à pleine puissance, **une vanne du circuit de contournement de la turbine** à l'atmosphère s'est ouverte intempestivement. L'évacuation rapide de la vapeur produite dans le circuit secondaire a provoqué une baisse de pres-

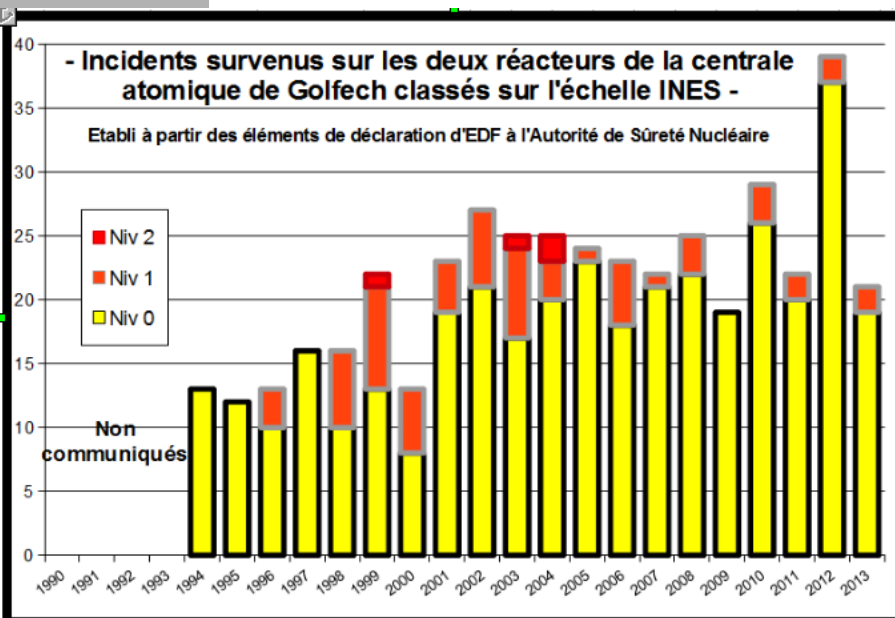
sion et une augmentation du débit de vapeur dans ce circuit qui ont conduit à une baisse de la température du circuit primaire entraînant une augmentation du flux des neutrons. Il y a eu dépassement de 3,5 % de la puissance nominale mais pour EDF tout s'est bien passé et « cet événement n'a pas eu de conséquence pour la sûreté des installations, ni pour l'environnement. »

n° 2 du 30 janvier 2013 – Niveau 0 perte de refroidissement d'un ventilateur du système de mise en dépression de l'espace entre enceintes du réacteur n°2

n° 3 indice 0 du 6 février 2013 - Niveau 1 : contrairement à l'incident n°1, il y a eu indisponibilité partielle du circuit de contournement de la turbine à l'atmosphère sur le réacteur n°1.

n°4 du 19 mars 2013 – Niveau 0 : le réacteur n° 1 a été mis à l'arrêt le 15 mars suite à un niveau trop faible dans le circuit d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur. Les actions entreprises par l'exploitant n'ont pas permis de respecter le volume minimal.

n° 5 du 29 mars 2013 – Niveau 0 – débit trop faible sur une voie de filtration de l'air du bâtiment piscine Le 11 mars 2013. Suite à une opération de maintenance le ventilateur tournait... à l'envers.



N°6 - Niveau 0 : Le 13 mai 2013, réacteur n° 1 en production, des systèmes de contrôle d'activité neutronique du cœur ont été mal réglés et rendus indisponibles par deux fois.

n° 7 - Niveau 0 - Le 27 juillet 2013, réacteur n° 1 en arrêt pour maintenance et rechargement, **un défaut sur un disjoncteur** survenu au cours d'essai a entraîné le démarrage intempestif d'un groupe électrogène de secours et la mise en service automatique du système de secours d'alimentation en eau des générateurs de vapeur.

n° 8 - Réacteur 1 - du 30 juillet 2013 – Niveau 0 Le 29 juillet 2013, lors de sa mise à l'arrêt pour maintenance et rechargement en combustible, **le réacteur n° 1 est sorti de son domaine de fonctionnement autorisé** pendant 28 secondes : la pression du circuit primaire a atteint une valeur 26,7 bar absolus pour une valeur minimale autorisée de 27 bars. L'opérateur en salle des commandes n'a pas pu maintenir la pression minimale requise en régulant un débit de vidange suffisant du circuit.

n° 9 du 4 septembre 2013 – Niveau 0 : durant l'arrêt pour rechargement du réacteur n° 1, les moyens compensatoires pour faire face à un défaut de sectorisation d'incendie n'ont pas été mis en œuvre par l'exploitant.

n° 10 – Niveau 0 - Le 11 mars 2013, arrêt total durant 10 se-

(..)Golfech : l'épee de Damoclès

condes du rejet, après filtrage et mesure de radioactivité des polluants atmosphérique en haute atmosphère suite à une **erreur des opérateurs**.

n° 11 – Niveau 0 - Le 3 septembre 2013, le réacteur n° 1 à demi-puissance nominale et connecté au réseau, il y a eu la **fermeture intempestive d'un robinet qui a conduit à l'arrêt automatique du réacteur suite à la perte d'alimentation en eau des générateurs de vapeur**. Une turbo pompe d'alimentation des générateurs de vapeur était en maintenance et le robinet qui s'est fermé a coupé l'alimentation de la seconde turbo-pompe... Les éléments défectueux ont été réparés et le réacteur a repris sa puissance nominale sept jours plus tard.

n°12 – Niveau 0 durant les opérations de remise en service du réacteur n° 1, le 28 août 2013, à l'issue d'un arrêt pour remplacement du combustible, l'un des trois systèmes indépendants de mesure de la radioactivité dans le circuit secondaire est resté hors service pendant trente secondes. Ce circuit permet de détecter une éventuelle fuite du circuit primaire radioactif vers le circuit secondaire d'évacuation de la vapeur à l'extérieur de l'enceinte de confinement du réacteur. Pendant ce temps les deux autres chaînes de mesure de radioactivité sont restées en service.

NON INCIDENT : alerté par des riverains le 26 août, suite « à un bruit fort inquiétant provenant de la centrale » Marie Frachisse, juriste du Réseau Sortir du nucléaire, a interrogé EDF et voici des extraits de la réponse de l'électricien : " Par courrier en date du 25 septembre 2013, [...], vous avez souhaité obtenir des informations sur le bruit entendu le 25 août 2013 à proximité du [...] (CNPE) de Golfech, ainsi que la vapeur rejetée en façade de la salle des machines de l'unité de production n° 1.[...] Le bruit [...] provenait du dégagement à haut débit d'un mélange air-vapeur depuis un système d'éjecteurs situés en façade de la salle des machines [...]. Ce système, utilisé lors de chaque arrêt de tranche un peu avant la phase de redémarrage, permet de mettre sous vide une partie du circuit secondaire de l'installation, en évacuant l'air contenu dans le condenseur et dans les circuits qui y sont rattachés. Ce bruit et cette vapeur, liés à l'exploitation normale des installations, peuvent donc être perçus - plus ou moins nettement selon la durée des activités de remise en configuration des circuits et selon les conditions météorologiques » Voilà donc qu'il n'y a rien à signaler pour EDF, et c'est possible... sauf très certainement quelques millions de becquerels rejetés dans l'environnement lors de cette opération.

numéro d'incident non communiqué. Le 30 septembre 2013 - Réacteur n° 1 - Niveau 1 - Détection tardive d'un écart de réglage d'un paramètre de protection du réacteur lors de son démarrage : le 09/09/2013, l'exploitant a détecté un écart entre la puissance thermique du réacteur mesurée à l'aide de capteurs du circuit secondaire et la puissance thermique issue de données du circuit primaire. **Sans avoir déterminé l'origine du défaut**, l'exploitant a quand même décidé de continuer la montée en puissance du réacteur en prenant comme référence la puissance thermique la plus élevée. Le même écart de puissance a été confirmé à 99 % de la puissance nominale. Une erreur de saisie dans le logiciel a été trouvée. En cas d'incident, le signal d'arrêt automatique du réacteur aurait été retardé mais d'autres systèmes de protection du réacteur restaient disponibles selon EDF.

N° 15 – Niveau 0 - Le 3 novembre 2013. Afin de ne pas dégrader les gaines de combustible, la puissance du réacteur ne doit pas être augmentée trop rapidement et la température et la pression de l'eau du circuit primaire ne doivent en aucun cas conduire à l'ébullition de l'eau qui diminuerait l'efficacité du refroidissement des combustibles : le phénomène (caléfaction) serait identique à celui que l'on observe en versant de l'eau sur la semelle d'un fer à repasser chaud. Le réacteur en fonctionnement, la température du circuit primaire doit être supérieure à 295,2 °C et la puissance du réacteur ne doit pas être augmentée de plus de 5 % de sa puissance nominale par minute. **Le 3 novembre**

2013, le réacteur n° 2 était à 7,3 % de sa puissance nominale. La vapeur produite par le réacteur était dirigée vers le condenseur en passant

par des vannes dont le niveau d'ouverture était réglé par l'opérateur en salle de commande. **Subitement, sans action de l'opérateur, ces vannes se sont ouvertes complètement - probablement suite à un défaut sur leur régulation - entraînant une baisse de la température de l'eau du circuit primaire ainsi qu'une augmentation rapide de la puissance du cœur du réacteur au-delà des limites autorisées.** Les vannes se sont refermées par protection automatique et l'opérateur en salle de commande a pu stabiliser les paramètres de fonctionnement dans les limites autorisées quarante secondes après le début de l'événement.

N° 16 – Niveau 0 - Le 22 novembre 2013, le taux de fuite d'eau maximum autorisé de 230 litres par heure sur le circuit primaire a été dépassé sur le réacteur n° 1. Le dépassement de ce seuil impose le repli du réacteur sous 2 heures. Le 22 novembre 2013 à 8 h 58, les équipes en charge de la conduite du réacteur n° 1 ont procédé à l'ouverture de vannes sur le système d'échantillonnage. Ce système d'échantillonnage nucléaire permet de connaître les caractéristiques chimiques des fluides des différents circuits et il est directement connecté au circuit primaire du réacteur. A 9h03, une alarme incendie s'est déclenchée dans le bâtiment des auxiliaires nucléaires et l'équipe qui s'est rendue rapidement sur place a constaté l'absence de feu mais a



observé un dégagement important de vapeur à l'origine de l'alerte incendie. Parallèlement, en salle de commande du réacteur, l'équipe de conduite a observé une baisse du niveau d'eau du circuit primaire. Elle s'est alors rendue compte que c'était sa manœuvre précédente qui était à l'origine de l'échappement d'eau du circuit primaire. A 9h16, deux vannes du circuit ont été fermées et le volume d'eau du circuit primaire a été stabilisé. Durant 18 minutes, cette fuite d'eau supérieure au seuil autorisé a entraîné une diminution du niveau d'eau dans le circuit primaire.

N°17 – Niveau 0 - Le 27 novembre 2013, l'exploitant engage un essai périodique consistant à vérifier le bon fonctionnement d'une unité d'acquisition et de traitement pour la protection (UATP) du réacteur n°2. Les UATP ont pour rôle, à partir des signaux émis par différents capteurs présents sur l'installation, de donner des ordres au système de protection du réacteur : si une des limites physiques prévues est dépassée. Ces unités peuvent donner l'ordre d'arrêt automatique du réacteur en cas d'incident ou d'accident. Pour un réacteur, il existe quatre UATP identiques. Lorsqu'une de ces UATP est en phase de test, elle n'est plus utilisée pour donner des ordres au système de protection du réacteur et les trois autres UATP restent en fonctionnement. Les capteurs qui sont associés à l'UATP en phase de test sont tou-

Golfch : l'épee de Damoclès, fin

153 350 kg d'équivalent CO2

Evènement Significatif Radiologique

jours fonctionnels et les opérateurs en salle de commande doivent effectuer une manœuvre pour orienter les signaux émis par ces capteurs vers les systèmes de régulation. Ainsi, les capteurs associés aux trois autres UATP restent disponibles pour effectuer uniquement des actions de protection du réacteur. Le 27 novembre 2013 à 16h17, les opérateurs en salle de commande ont débuté le test de l'UATP n° 3 mais ils n'ont pas modifié correctement la position de certains commutateurs sur leur pupitre et les capteurs associés à l'UATP n'ont pas été correctement aiguillés. Le problème n'a été découvert et corrigé que le lendemain. Le test de l'UATP n° 3 s'est achevé le 28 novembre 2013 à 10h30. EDF précise que l'affaire n'a eu aucun impact puisqu'aucun événement n'est survenu au cours de la période durant laquelle les capteurs n'étaient pas reliés et que des systèmes de protection du réacteur sont restés disponibles.

Evènement Significatif Environnement

Trois incidents avec relâchement intempestifs de fluides frigorigènes dans l'atmosphère ont été déclarés par EDF en 2013 (les 7 mars, 1er août et le 14 août). Un seul a été classé sur l'échelle INES : un calcul simple montre pourtant que les 48 kg de R 134 a relâchés lors du premier incident classé au niveau 0 au pouvoir réchauffant de 1 300 ont produit 62 400 kg eq CO2.

Lors des second et troisième incidents des 26 juillet et 14 août classé « Hors échelle » ce sont pourtant respectivement 22,6 de R22T et 30,9 kg de HCFC qui ont été largués et qui ont engagés, en plus d'effet de serre, la détérioration de la couche d'ozone. Nous estimons ici à $(22,6 \text{ kg} + 30,9 \text{ kg}) \times 1700 = 90\,950 \text{ kg eq CO}_2$.

Même négligeables par rapport au nombre de mégawatts produits, **ces trois incidents ont contribué à la production de**

Niveau 0 : un intervenant est entré dans une zone de travail orange pourtant classée verte (0,85 mSv/h) 3 jours plus tôt. Une zone orange est une zone contrôlée à l'intérieur de laquelle le débit de dose est compris entre 2 et 100 mSv/h. (Ces zones orange sont identifiées, balisées disposant d'accès avec autorisations particulières). Le 30 juillet 2013, deux agents doivent intervenir dans un local du bâtiment réacteur n° 1 où se situent des tuyauteries du circuit primaire principal : l'un des deux agents en CDI a pénétré dans le local afin de vérifier le débit de dose ambiant : son dosimètre s'est mis en alarme. Le service compétent en radioprotection a réalisé de nouvelles mesures qui ont mis en évidence un débit de dose ambiant dans une partie du local de 4 mSv/h. Un balisage a été mis en place. Cette augmentation du débit de dose dans le local était due à des opérations d'oxygénation et de purification du circuit primaire dans le cadre de la mise à l'arrêt du réacteur. A la fin de ces opérations, les débits de dose de ces locaux sont revenus à des valeurs normales. Selon EDF, dans la mesure où l'intervenant a quitté immédiatement le local dès que son dosimètre s'est mis en alarme, la dose qu'il a reçue est restée très faible.

Evènement Significatif Transports

Le 22 mai 2013 - Niveau 0 - : le 16 mai 2013, un colis de combustibles usés en provenance de la centrale nucléaire de Golfech a été réceptionné à la Hague avec une des huit vis de fixation d'un capot de protection desserrée. Les analyses menées par le concepteur de l'emballage montrent que le desserrage d'une des vis d'un capot n'impacte pas la sûreté du transport. Toutefois, en raison du caractère répétitif de ce type d'écart au niveau national, la centrale nucléaire de Golfech déclare un événement significatif pour le transport.

L'exemple Belge

L'arrêt préventif des réacteurs "fissurés" a été décidé, un an après leur remise en exploitation. Mais il faut d'autres examens. Rendez-vous le 15 juin. Les centrales nucléaires de Doel et Tihange sont à nouveau à l'arrêt. Après les fissures constatées en 2012 sur les cuves des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2, le redémarrage en mai de ces installations avait été assorti de conditions. Notamment des tests mécaniques à réaliser avant mi-2014 sur des échantillons. Cette décision d'arrêter suit plus précisément le résultat de tests d'irradiation dans un réacteur de recherche à Mol (CEN-SCK). Deux mois d'irradiation dans cette installation correspondraient à une durée de vie de 40 ans pour un réacteur. Les échantillons testés proviennent d'un générateur de vapeur français qui a été refusé parce qu'on y avait détecté des "défauts dus à l'hydrogène" (DDH ou "Hydrogen flakes"), comme sur les deux cuves belges.

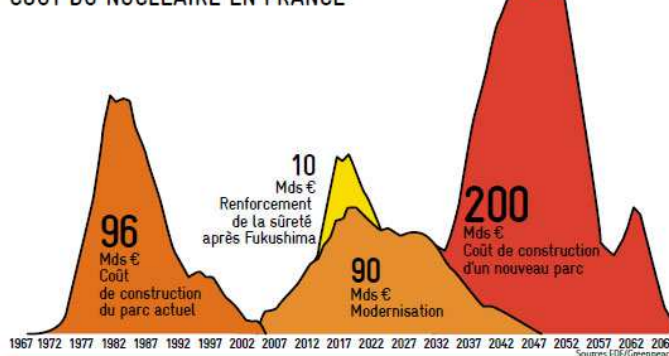
L'exemple allemand

E.ON veut arrêter une centrale nucléaire avant l'heure Par Thibaut Madelin (28/03)

E.ON, numéro un allemand de l'énergie, va arrêter sa centrale nucléaire de Grafenrheinfeld fin mai 2015, soit sept mois plus tôt que prévu - AFP/Christof Stache

E.ON, le numéro un allemand de l'énergie, a annoncé vendredi qu'il comptait arrêter, plusieurs mois avant la date prévue, l'une de ses centrales nucléaires, **qui ne lui rapporte plus assez dans un contexte de forte concurrence des renouvelables.** E.ON veut stopper sa centrale de Grafenrheinfeld, en Bavière, fin mai 2015, au lieu de décembre 2015. «La raison de cette décision est le manque de rentabilité» de la centrale, a expliqué la société, ajoutant que «l'arrêt anticipé était inévitable dans l'intérêt des actionnaires». Pour continuer à faire tourner la centrale, E.ON devrait charger de nouveaux combustibles l'année prochaine. **Or, ces combustibles sont soumis à un impôt spécifique, qui lui coûterait d'emblée 80 millions d'euros.** Compte tenu des cours de l'électricité, qui ont été divisés par

COÛT DU NUCLÉAIRE EN FRANCE



deux depuis 2008, le groupe estime que le chiffre d'affaires prévisible ne permettrait pas de couvrir cette taxe ainsi que les autres coûts. Ceux-ci incluent des frais de personnel ainsi qu'une inspection annuelle. «Si nous pensions gagner de l'argent, jamais nous aurions pris une telle décision», insiste une porte-parole.

Feu vert attendu de l'Agence fédérale des réseaux

L'Agence fédérale des réseaux doit encore donner son feu vert à cette décision au regard de la stabilité du système électrique. Selon deux sources, elle rejette les calculs économiques d'E.ON et estime que la centrale pourrait réaliser des bénéfices de 170 millions d'euros l'année prochaine - après le paiement de l'impôt sur le combustible. En pleine tension avec la Russie, qui pourrait décider de couper le gaz vers l'Europe en réponse aux sanctions économiques, le gendarme du marché pourrait aussi avoir une appréciation plus stricte de la sécurité d'approvisionnement. L'Agence fédérale des réseaux a déjà reçu plus de **40 demandes de fermetures de centrales électriques, essentiellement au gaz ou au charbon, qui souffrent de la concurrence des renouvelables, subventionnés et prioritaires dans l'alimentation du réseau.** Le gouvernement allemand a décidé en mars 2011, juste après la catastrophe de Fukushima, d'accélérer la sortie du nucléaire. Les plus vieux réacteurs du pays ont été stoppés à ce moment-là, pour les neuf autres, des dates de fin d'activité ont été fixées. Les deux dernières doivent cesser de fonctionner en 2022.

Source : Les Echos <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203405508157-e-on-veut-arreter-une-centrale-nucleaire-avant-l-heure-660639.php>

« grand carénage » à Golfech, travaux préparatoires ?

Observatoire du Nucléaire 22-1-14

Nucléaire - Convois entre Langon et Golfech : quand EDF s'apprête à gaspiller 100 milliards Le parc nucléaire d'EDF, composé de 58 réacteurs, est vieillissant et extrêmement usé : le quotidien les Echos, pourtant fervent supporter de l'atome, a souligné le 17 janvier que, pour 2013, le taux de disponibilité des centrales EDF est tombé à **78%**. **Cela signifie que, en moyenne, chaque réacteur est resté arrêté un jour sur quatre** : pas terrible pour des gens qui raillent le fonctionnement intermittent des éoliennes.

Pour comparaison, le parc nucléaire des USA a un taux de disponibilité d'environ 90% ! Qui plus est, sachant qu'un jour d'arrêt coûte environ 1 million d'euros à EDF, et que les problèmes se multiplient avec le vieillissement des réacteurs, il est facile de comprendre que le nucléaire français est proche de l'impasse.

C'est pour tenter de sauver ce qui peut l'être encore que **EDF a décidé de lancer un programme de rénovation - ou plutôt de rafistolage - de ses réacteurs, pompeusement baptisé "grand carénage"**. Annoncé dans un premier temps à un tarif déjà prohibitif de 45 milliards, ce programme coûtera en réalité 70, ou 80, voire 100 milliards (voir informations parues dans la presse ces dernières semaines).

Ces investissements ruineux n'empêcheront pas le parc nucléaire de continuer à se désagréger. Il faut d'ailleurs rappeler que les réacteurs "français" sont en réalité américains : EDF a payé fort cher les licences à Westinghouse au début des années 70. Or, les USA ont commencé à fermer définitivement leurs réacteurs : c'est le cas de 5 d'entre eux ces derniers mois, y compris la centrale de Kewaunee (Wisconsin) malgré la prolongation de 20

ans accordée de façon irresponsable par la NRC : l'autorité de sûreté des USA est donc bien moins raisonnable que les propriétaires de centrales eux-mêmes !

Les convois gigantesques que EDF entend organiser entre Langon et Golfech sont donc un maillon de ce ridicule et ruineux programme de "grand carénage" qui va aggraver de façon considérable la situation d'impasse dans laquelle l'industrie atomique a placé la France. Les citoyens auront toute légitimité à se mobiliser pour s'opposer à ces convois aussi inutiles que dangereux.



Les Simpson http://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/les_simpson_la_fission_se_heurte_au_reel_224357

Le convoi de l'extrême entre Langon et Golfech

Sud-Ouest - 22 janvier 2014 Au bout de la flèche d'un tracteur de belle taille est accrochée une remorque d'une trentaine de mètres de long. Elle est prolongée par une deuxième flèche reliée à un autre tracteur. Au total, cet engin motorisé est long comme un demi-terrain de football. Engin exceptionnel pour un convoi qui ne l'est pas moins... soit plus de 50 mètres et d'une emprise de 5 mètres de large. Le convoi a quitté Langon lundi après-midi et devrait rejoindre d'ici le 5 février la centrale nucléaire de Golfech, dans le Tarn-et-Garonne. EDF en a décidé ainsi et a confié l'organisation de ce convoi à la société Courcelle de Toulouse. Pendant une semaine, les spécialistes ont composé le convoi comme un immense mécano au pied de la grue EDF installée sur les bords de la Garonne à Langon (33). Une grue a été mise en place au moment de la construction de la centrale nucléaire au début des années 1990. Elle a été utilisée pour débarquer des composants transportés par barge sur la Garonne. Ils étaient placés sur des camions et convoyés jusqu'à la centrale. Une fois la centrale terminée, la grue n'a plus été utilisée. Un temps, elle est passée dans le giron d'Airbus qui débarquait les composants de l'A 380 de la Garonne pour emprunter, jusqu'à Toulouse, l'itinéraire grand gabarit. Finalement, Airbus a créé ses propres installations et la grue est revenue à EDF en 2010.

Un camion et deux tracteurs Aujourd'hui, l'agence logistique nationale d'EDF veut vérifier si ce moyen d'acheminement de pièces à très forte densité est toujours utilisable. Ou pas. « Ainsi, éventuellement, dans les années à venir, on pourrait utiliser ce système pour transporter des gros composants », indique Jérémie Six, directeur adjoint de l'agence logistique nationale d'EDF. « C'est ce qu'on appelle une remor-

que modulaire lourde à trois files. C'est-à-dire à trois rangées d'essieux. Cette remorque est capable de transporter des charges très lourdes, de l'ordre de 400 tonnes. Elle s'organise en trois modules de six essieux », explique Éric Calmel.



Le responsable de la logistique de la société Courcelle basée à Toulouse poursuit : « Pour franchir le pont Beauregard à Agen, afin de mieux répartir la charge, nous rajouterons même quatre lignes supplémentaires, des modules à deux files et à une demi-file. Cette remorque est tractée par un camion et on peut ajouter un, voire deux tracteurs derrière pour pousser. Les chauffeurs se coordonnent au moment des changements de vitesse. La remorque est articulée pour pouvoir franchir les virages. Une semaine est nécessaire à son montage ».

Autoroute coupée à Sérignac : Par deux fois, à la sortie de Langon lundi soir et à Sérignac-sur-Garonne, près d'Agen, le convoi traverse l'autoroute. « Il est trop lourd pour emprunter les ponts. Un arrêté préfectoral est pris pour stopper la circulation quelques minutes, au beau milieu de la nuit, pour permettre au convoi de traverser les quatre voies de circulation au préalable débarrassées de leurs glissières de sécurité. Les pelotons autoroutiers de la gendarmerie organisent des bouchons et paralysent la circulation quelques minutes, le temps de laisser passer ce convoi ». Un convoi plus large que les quatre voies de l'autoroute. Il traverse aussi, de manière spectaculaire, des communes. Comme hier après-midi, celle de Bazas où il est resté bloqué après s'être embourbé au rond-point de Lidl.

Envoyé par Pat Maupin - situ68@gmail.com) greenpeace-bordeaux

<http://www.sudouest.fr/2014/03/17/centrale-nucleaire-du-blayais-des-capteurs-non-conformes-1493284-4585.php>

Un événement générique de niveau 1 a été déclaré EDF a déclaré un événement générique de niveau 1 à l'Autorité de sûreté nucléaire jeudi dernier. Un événement générique est une anomalie de conception commune à plusieurs sites nucléaires, ici la centrale du Blayais et celle de Saint-Alban (38). L'événement a été décelé par EDF suite à une campagne menée en 2013 d'analyse des matériels de filtration des stations de pompage sur les 58 unités de production du pays. Il s'agit d'un écart de conformité au niveau des capteurs des stations de pompage de l'eau de l'estuaire de la Gironde pour les unités de production 3 et 4.

« Cet écart concerne la tenue au froid de capteurs protégeant les tambours filtrants en cas d'accumulation de débris végétaux au niveau des prises d'eau. Dans une situation exceptionnelle, c'est-à-dire gel des capteurs concernés et arrivée importante de débris végétaux, le fonctionnement des pompes de filtration ne serait plus assuré », indique le communiqué d'EDF, qui précise qu'il n'y a eu « aucune conséquence sur la sûreté et le fonctionnement des unités concernées ». Des mesures de protection contre le froid (des résistances) ont été mises en place au niveau des capteurs concernés pour qu'ils restent opérationnels.

Cet événement a donc été classé au niveau 1 de l'échelle Ines, échelle internationale de classement des événements nucléaires qui comprend sept niveaux.

Pas de panique c'est un peu le train-train quotidien à la centrale des incidents à répétition mais tous sans aucune gravité absolue puisque 2 autres incidents voir ci-dessous étaient survenus depuis 1 mois...Patrick

Les 2 autres incidents :

1) Arrêt de l'unité de production n°4 14/02/2014

L'unité de production n°4 de la centrale du Blayais est à la disposition du réseau électrique.

Vendredi 14 février dans la matinée, dans le cadre d'opérations planifiées de maintenance, des mesures sont réalisées sur un tableau électrique situé en salle des machines dans la partie non nucléaire des installations

Lors de cette opération, un court circuit se produit entraînant l'arrêt automatique du réacteur n°4. La remise sous tension du tableau électrique a entraîné le déclenchement du système d'injection de sécurité*.

Cet événement n'a eu aucune conséquence sur la sûreté des installations. L'Asn et les pouvoirs publics ont été informés de cet événement

Les unités de production n°1,2 et 3 de la centrale du Blayais sont à la disposition du réseau électrique national

* le système d'injection de sécurité (RIS) est conçu pour assurer de l'injection de bore dans le circuit du primaire. L'unité de production n°4 couplée au réseau électrique 27/02/2014

Mercredi 26 février, l'unité de production n°4

a été recouplée au réseau électrique. Ceci marque la fin de l'arrêt forcé débuté le 14 février, suite à un arrêt automatique du réacteur.

Les 4 unités de production fonctionnent en toute sûreté, en réponse aux besoins du réseau.

2) 06/03/2014 : Détection tardive d'un écart de positionnement des grappes de commande du réacteur de l'unité de production n°2

Depuis le 11 février 2014, l'unité de production n°2 de la



centrale nucléaire du Blayais est reconnectée au réseau électrique national, après son arrêt pour réaliser sa visite décennale et le remplacement de ses 3 générateurs de vapeur.

Ce remplacement impose notamment des essais après le redémarrage des installations. Dans le cadre de ces essais, qui ont eu lieu les 1er et 2 mars, une baisse de production est nécessaire.

Le 3 mars, à 6h30, le réacteur de l'unité de production n°2 est à une puissance de 70%, et débute sa montée à 100% de puissance. L'extraction des grappes de commande de la puissance du réacteur* débute.

A 17h, un écart est détecté sur le positionnement de ces grappes dans le réacteur, par rapport à leur position requise. La puissance du réacteur est alors baissée de 100% à 88% de puissance afin de corriger l'écart. A 17h27, la situation est de nouveau conforme aux règles générales d'exploitation de la centrale.

Le même jour, l'analyse de l'événement a mis en évidence une insertion des grappes, débutée le 3 mars à 7h08, à un niveau inférieur à celui requis par les règles générales d'exploitation.

Cet événement n'a eu aucune conséquence sur la sûreté des installations, ni sur l'environnement. Il a été déclaré, le 5 mars 2014, par la centrale nucléaire du Blayais à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), au niveau 1 de l'échelle INES, qui en compte 7, en raison de la détection tardive de l'écart de positionnement du matériel.

*Les grappes de commande, insérées plus ou moins profondément dans le cœur du réacteur, permettent de contrôler la réaction en chaîne (réglage de la puissance fournie) ou de la stopper (arrêt du réacteur par chute des grappes). Les tubes des grappes comportent des matériaux absorbant fortement les neutrons.



http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/03/05/greenpeace-s-attaque-aux-centrales-nucleaires-europeennes_4377800_3244.html

Ils luttent contre la THT , gagnent contre le FICHAGE—ADN et créent un lieu alter...

RELAXE POUR LES TROIS MILITANTS ANTI-THT AYANT REFUSE LE FICHAGE !

Le 23 janvier 2014, trois militants opposés à la ligne THT s'étaient retrouvés devant le tribunal de Laval pour avoir refusé lors d'une audition pour de simples soupçons, leurs inscriptions au FNAEG (fichier national automatisé des empreintes génétiques) ainsi que leurs relevés anthropométriques (empreintes digitales et photos). **Ils se sont vus relaxés sans autres précisions par ce même tribunal.**

Un comble : malgré les 40 000 clichés pris par les gendarmes présents sur place, aucun élément à charge n'a pu être retenu contre les accusés concernant les faits de dégradation et d'opposition à un chantier public pour lesquels ils avaient été convoqués, l'un d'eux étant même pas présent sur les lieux le jour des faits.

Par ces poursuites, la justice au nom du lobby électronucléaire cherchait par moyens détournés à faire taire tout opposant antinucléaire et anti-THT en les accusant de tout et surtout n'importe quoi pourvu de les situer dans la case délinquance et par là même alimenter leur FNAEG.

Les relaxes prononcées ce 20 février 2014 incarnent la résistance à ce fichage. Les trois prévenus étaient poursuivis pour un total de 8 refus entre empreintes digitales et empreintes génétiques.

Bis repetita placent ! S'il y a des répétitions qui nous plaisent, ce sont bien ces relaxes successives au bénéfice des copains et copines qui ont refusé de donner leurs empreintes digitales ou refusé le prélèvement biologique.

En effet, cette relaxe s'inscrit dans une série que nous espérons bien poursuivre :

- 5 juin 2013 : relaxe obtenue en appel à Caen suite à l'audience du 4 mars quant à un refus pour les empreintes digitales.
 - 3 juillet 2013 : relaxe obtenue en appel à Caen suite à l'audience du 31 mai quant au refus de prélèvement ADN.
 - 25 juillet 2013 : relaxe obtenue devant le TGI de Rennes quant aux empreintes digitales et pour le refus ADN (<http://antitht.noblogs.org/1219>).
 - 9 décembre 2013 : relaxe obtenue en appel à Caen suite au procès du 25 novembre (<http://valognesstopcastor.noblogs.org/1876>) quant à l'ADN.
- Pour autant, nous n'oublions pas toutes celles et tous ceux qui ont subi ces prélèvements intimes à leur insu ou sans avoir pu/su refuser, toutes celles et tous ceux qui ont subi, subissent, et subiront la répression pour avoir refusé ce fichage.

Nous n'oublions pas non plus celles et ceux qui pour d'autres motifs sont convoqués afin de les faire taire.

Nous n'oublions pas non plus la troublante coïncidence quant à la présence parmi les trois prévenus, de deux qui ont osé déposer plainte contre RTE pour exécution illégale de tra-

vaux et contre le Préfet et les gendarmes qui sont intervenus pour faire appliquer cette injustice (affaire en cours), en précisant que l'un de ces deux prévenus a déjà subi injustement une condamnation pour violence sur personne dépositaire de l'autorité publique alors qu'il se voyait ce jour là interdit sans motif de circuler librement.

Donc aujourd'hui une petite victoire, mais il reste encore des procès à venir, soyons tou-te-s solidaires pour accompagner ces personnes, faire comprendre à la justice que nous ne lâchons rien et que nous serons toujours présent-e-s pour faire respecter nos droits et nos libertés.

Nous espérons donc que cette série de relaxe ne s'arrêtera pas le 14 avril 2014 au Mans et le 29 avril 2014 à Rennes, à l'occasion des deux prochains procès de la lutte pour refus de prélèvement d'ADN, avec pour l'une, le refus de la prise des empreintes digitales en sus.

Les relaxés et l'antirep-THT (antirep-tht@riseup.net)

chantiers collectifs

Du jeudi 20 mars au samedi 22 mars 2014 yourte

Il s'agit de remettre en état la yourte, de l'installer de manière durable et de l'affubler de sa nouvelle bache de toit. L'objectif étant qu'elle résiste mieux aux tempêtes que les pylones de la ligne THT.

Du mardi 22 avril au dimanche 27 avril 2014 drainage

Chantier dont l'objectif est d'éloigner l'eau de la grange afin d'en réduire l'humidité.

Entre creuser des tranchées avec une minipelle et l'installation de tuyaux de drainage, on ne risque pas de s'ennuyer !

à partir du 23 juin 2014 charpente

et si tout va bien, chantier création et montage de la nouvelle charpente de la grange

On prévoit des soirées film/frites, discut/pizzas, ballade/bottes/teurgoul... amène tes films et ta zik

Cantine, couchages ou tentes sur place.

Contact :
montabot@riseup.net
06 51 67 94 44
antitht.noblogs.org

à la Grange de Montabot

la Bossardière à Montabot(50), route Percy-Montabot

Ils luttent contre l'enfouissement des déchets, dénoncent avec succès un débat pipé et créent un lieu alternatif..



MAISON DE RÉSISTANCE
À LA
POUBELLE NUCLEAIRE
BURE ZONE LIBRE

<http://burezoneblog.over-blog.com/>

Des chantiers sont aussi organisés à Bure et un soutien à la remarquable lutte contre le projet d'enfouissement (CIGEO) infos sur le site du cedra.org@orange.fr

Fukushima, on n'oublie pas ! Point de vue

OCL - Lyon mercredi 19 mars 2014, par WXYZ

Il y a trois ans, le 11 mars 2011, avait lieu à Fukushima au Japon l'une des plus graves catastrophes nucléaires de l'histoire (l'autre étant la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986). Trois réacteurs de la centrale, dont au moins un rempli de combustible MOX [1], ont fondu en partie et ont subi des explosions qui les ont fortement détériorés. Si aujourd'hui l'État et l'industrie nucléaire veulent nous faire croire que tout est plus ou moins "terminé", aidés en cela par un silence complaisant des médias, il est clair que l'ampleur de la catastrophe n'a pas fini de se révéler. Et, au Japon comme ailleurs, les dégâts continuent...

Les populations locales, parfois laissées sur place dans des conditions très précaires, et d'autres fois évacuées pour être relogées aux alentours dans de simples baraquements, continuent de vivre au contact d'une forte radioactivité ambiante. Aux actions de décontamination dérisoires s'ajoutent des mesures plutôt illusoire de radioprotection. Et de toute façon, que pourrait signifier le fait de "décontaminer" quand tout est imprégné de radioactivité ? L'abondance et la dispersion des radioéléments sont telles que les radiations ne peuvent pas être "enlevées" comme on essuierait une tache sur un vêtement. Par ailleurs, les mesures de radioprotection mises en place semblent relever bien plus d'une volonté de contrôle social que d'une hypothétique préservation de la santé humaine.

Un grand nombre d'interdits et de restrictions visent à empêcher les gens, et surtout les enfants, d'aller dans les endroits considérés comme les plus radioactifs. Par exemple, il faut : marcher sur le sentier en béton et non pas dans l'herbe qui est à côté ; ne pas sortir dehors ; aller jouer dans telle cours de récréation "décontaminée" ; mettre des bouteilles d'eau aux bords des fenêtres (visiblement pour stopper les rayons gamma). Semblant parfois relever du bon sens, ces mesures servent surtout à donner l'illusion qu'en respectant certaines règles on vivra en bonne santé. Or, même s'il vaut mieux s'exposer quotidiennement à une dose de radiations la plus faible possible, on se demande bien au vu de la situation actuelle quelle différence cela fera au final. Ainsi, dans la mesure où la contamination ambiante est forte, respirer l'air du dedans ou celui du dehors ne changera sans doute plus grand chose.

Et que dire des bouteilles d'eau mises aux fenêtres, ou entourant des aires de jeux ? Certes l'eau stoppe efficacement les rayons gamma, et c'est pour cela qu'un réacteur à l'arrêt est "noyé" sous dix mètres d'eau pour la maintenance, mais quelle peut être l'utilité réelle une bouteille pleine d'eau d'à peine dix centimètres de diamètre ?

Et il en est de même des mesures de radioactivité effectuées sur les aliments par diverses associations. Vouloir manger sans s'empoisonner est bien naturel, mais dans le cas présent il ne s'agit pas vraiment de cela. Comme la nourriture de la région est toute plus ou moins contaminée, on finira toujours par s'empoisonner en mangeant "local". **De fait, les mesures n'ont pour objectif final que de déterminer si les doses de radioactivité sont ou ne sont pas dans les normes officielles. Or ces normes, mises en place par les États ou les associations mondiales du nucléaire, n'ont jamais été faites pour garantir l'absence d'effets néfastes sur les êtres vivants (cancers, malformations, etc.) [2]**

On se rappellera au passage que les normes de radioactivité admissible pour les habitants de la province de Fukushima ont été fortement augmentées depuis la catastrophe (multipliées par vingt !), afin que la majorité des populations puisse rester sur place. Cela montre bien que ces normes ont pour but réel l'acceptabilité sociale du nucléaire. (...) Mais à Fukushima le masque est tombé, et il est devenu clair la norme autorise, en la léga-

lisant, ce qui est déjà existant plutôt que de chercher à préserver la santé des humains.

On perçoit bien également les limites que porte une opposition au nucléaire qui se cantonne à des mesures de radioactivité : on sait si on va être irradié, et à quel point – et souvent l'État le cache ou le minimise –, mais cela ne nous donne qu'une information, et pas de moyen d'action effectif. De toute façon, le caractère "admissible" ou non des doses est fixé par les institutions, et vouloir débattre sur ce point demande une expertise poussée qui exclut de fait une grande partie des populations. On notera d'ailleurs, avec une certaine ironie, que l'aide apportée par la CRIIRAD aux associations japonaises de mesure de contamination a été en grande partie subventionnée par la région Rhône-Alpes, région la plus nucléarisée d'Europe !

La largesse des subventions de cette région est donc en lien direct avec l'industrie nucléaire qui contribue fortement à sa richesse économique... Enfin, le caractère cynique de la gestion de cette catastrophe est bien illustré par tous ces enfants que l'on fait vivre avec un dosimètre accroché au cou en permanence (sauf pour dormir). Ce dosimètre n'apporte évidemment aucune protection – il en serait bien incapable ! –, mais offre la fausse garantie, par la connaissance théorique de l'irradiation globale reçue par son porteur, de préserver sa santé.

Tout ceci nous remet en mémoire une autre ignominie : les programmes mis en place en Ukraine et Biélorussie par les nucléocrates du monde entier, et le CEA en tête, dans le but d'"aider" la survie des populations vivant en territoire contaminés suite à la catastrophe de Tchernobyl. En fait d'aide, il s'agissait surtout de faire des études sur la vie dans ces territoires et d'expérimenter des méthodes de gestion sociale pour faire "accepter" aux populations une situation accidentelle. Et ceci, à la fois dans le cadre de la gestion de la catastrophe de Tchernobyl, mais aussi dans le cas où une autre centrale exploserait quelque part dans le monde. **En montrant que l'on peut "vivre" en territoire contaminé, les experts du nucléaire relativisent (ou nient carrément)**

l'horreur de la pollution radioactive.

Ce qui permet déjà de tranquilliser les gens vivant autour des installations nucléaires. Ils préparent aussi les populations exposées dans le futur à un accident nucléaire, à croire que celui-ci est surmontable si on veut bien s'en remettre aux spécialistes qui connaissent les solutions à adopter.

Mais la radioactivité se joue de ces mesurettes dérisoires, et déjà les effets de la catastrophe se font sentir. Depuis quelques années les maladies de la thyroïde ne sont plus répertoriées dans la région de Fukushima (visiblement les enfants qui veulent se faire soigner doivent aller dans d'autres régions).

Les statistiques sur les naissances ignorent aussi cette région, et pour cause : le nombre d'enfants déclarés « mort-né » est en forte augmentation, et, phénomène curieux, on ne permet pas aux mères de voir leur enfant décédé en le soustrayant à leur regard à la fin de l'accouchement. Contrairement à l'intense battage médiatique qui a suivi l'accident, il semble qu'il n'y aura pas ou peu d'images des horreurs générées par la catastrophe nucléaire ; mais la réalité n'en est pas moins dramatique...

Nous ne pensons pas que le lobbying auprès des institutions où l'activisme médiatico-citoyen auront une influence décisive sur la question nucléaire. En France, c'est l'État qui est nucléaire. Il en tire sa puissance politique, militaire (la bombe atomique) et économique : l'industrie nucléaire et l'abondance électrique qu'elle permet sont indispensables au capitalisme français d'aujourd'hui. Seule une remise en cause radicale des bases de la société capitaliste permettra d'en finir avec le nucléaire !

Arrêt immédiat du nucléaire, civil et militaire ! Organisation Communiste Libertaire (Lyon) **envoyé par Kristine** [1] MOX : Mélange d'Oxydes, c'est à dire d'uranium et de plutonium. Il y a toujours du plutonium dans un réacteur en marche, mais quand on en rajoute au début, il y en a bien plus dans le réacteur et s'il explose la contamination est bien pire.[2] De toute façon il faudrait, pour être absolument sûr de n'avoir aucun effet, qu'il n'y ait aucune pollution radioactive !





Naoto Matsumura, paysan japonais de la zone contaminée de Fukushima et victime de la catastrophe a souhaité venir **devant l'OMS ce mercredi 19 mars 2014, pour dire sa colère et son chagrin.**

En effet, l'Organisation Mondiale de la Santé qui dissimule les conséquences de la radioactivité a abandonné à leur sort les victimes de Tchernobyl et ne porte pas non plus assistance à celles de Fukushima.

Oui, là-bas aussi le crime se perpétue.
<http://independentwho.org/>

Th.Ribault rejette ce qu'il ressent comme une **soumission volontaire**, alors que c'est de révolte, de travail pour créer les conditions de rejet du nucléaire dont on a besoin.

N.Matsumura parle de colère...de témoignage face à l'horreur. A vos réflexions....

encore possible ».

Si, d'ailleurs, au Japon, ces réfractaires ne sont pas blâmés par les rares personnes qui leur prêtent attention et s'activent, elles aussi, par d'autres moyens, à la gestion des dégâts, **il ne viendrait à l'idée de personne d'en faire les incarnations d'une « voie » à suivre face à l'inachevable désastre (...).**

Le « retour d'expérience » d'une expérience sans retour

On comprend mal un tel positionnement de la part d'écologistes qui reprochent leur « radicalité » à ceux qui les critiquent, et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'ils font leur le principe du national-nucléarisme, idéologie de la défense en profondeur de la société nucléaire organisée autour de la déréalisation de la perception du monde, que la catastrophe de Tchernobyl avait déjà permis d'établir : tous les risques sont acceptables quand on fait en sorte de ne pas laisser à ceux qui les prennent la possibilité de les refuser.

Certes la narration de ces mythologues ne manque pas de lyrisme : « Le projet que voulait développer Matsu-

Extraits (...) **« La troisième voie : rester malgré les radiations »**

Récemment, un groupe d'antinucléaires dissidents s'est aventuré à émettre de sérieuses réserves quant au bien fondé du « Matsumura tour ». Les pèlerins voyageurs leur ont donné pour toute réponse : « La technocratie a contaminé certains militants anti-nucléaires et lorsqu'ils pratiquent la censure, ils abandonnent la démocratie. La négation du témoignage est le déni de la liberté d'expression. [...] Face au désastre nucléaire auquel se préparent désormais les autorités de sûreté nucléaire françaises, Naoto Matsumura est une figure de grande humanité, peut-être le premier homme de Fukushima. » Antonio Pagnotta et ses frères remettent donc au rayon du quasi-terrorisme les critiques de ceux qu'ils qualifient de « groupuscule d'anonymes anti-nucléaires » issus de « la militance anti-nucléaire radicale, qui dans sa guerre totale contre le nucléaire, oublie l'écologie ».

Une drôle d'écologie pourtant : « J'ai toujours pensé, ajoute l'un des suiveurs de Pagnotta, qu'il y aurait (face à l'accident nucléaire) deux types de réponse : la fuite ou le confinement. Avec le dernier homme de Fukushima, on comprend qu'il existe aussi une troisième voie, celle de rester malgré les radiations » écrit ce co-organisateur de la mise en spectacle du malheur, prônant un véritable gandhisme radiologique. « Le refus (de Matsumura) d'évacuer est un défi face à Tepco, l'opérateur nucléaire, un acte de résistance non-violente », déclarent ceux qui pourraient, à première vue, sembler bien naïfs à défendre l'idée qu'on puisse s'opposer à Tepco par un acte de paix. Cependant, la suite de leur propos lève les ambiguïtés et révèle le fond de leur doctrine : **« Il est porteur d'un témoignage extrême rappelant celui de la première torche vivante au Vietnam en 1963 ».** (...) **Matsumura n'est pas le « dernier homme de Fukushima »**

Sur les 2 millions de personnes que compte le département de Fukushima, au total 160.000 ont officiellement évacué, soit 8%, dont 63.000 à l'extérieur du département. La majorité des habitants est restée. Des municipalités proches de la centrale, 83.000 personnes ont été évacuées, et, au jour d'aujourd'hui, entre 20% et 50% d'entre elles seraient revenues, selon les communes, à l'exception il est vrai, de Omura et Tomioka, où les taux de retour sont faibles. Plusieurs milliers de personnes vivent donc actuellement dans des zones hautement contaminées à Fukushima, et l'annonce par le gouvernement, ce 23 février, de la levée de l'interdiction de résidence dans les dernières zones restreintes va dans le même sens, au motif que « les ordres d'évacuation interfèrent avec la liberté, garantie par la Constitution, qu'a chacun de choisir son lieu de résidence » et que « le gouvernement n'a pas le droit de retarder la reconstruction de votre vie ».

On peine, par conséquent, à justifier une argumentation qui voudrait faire passer Matsumura pour le dernier (comme pour le premier) homme de Fukushima. Et ce d'autant moins que d'autres fermiers ont depuis trois ans, adopté une position similaire. Yoshizawa Masami, par exemple, éleveur de Namie également implanté dans l'ex-zone interdite, continue de s'occuper de ses 360 vaches dans son « Ranch de l'espoir ». Souhaitant témoigner du fait que « tous les Japonais ne sont pas passifs », il déclare : « Mes vaches et moi, nous montrerons que le changement est

mura était la base de toute civilisation : un noyau de vie autour duquel la ville pourrait recommencer à vivre, la ferme originelle. Le petit village minuscule qu'avait été Tomioka dans la nuit des temps pourrait ainsi être recréé, première étape nécessaire au retour de la civilisation ».

Mais cet inquiétant « retour de la civilisation » qu'ils invoquent, n'est pas autre chose qu'une mise en pratique du principe selon lequel **toutes les religions sont, au plus profond d'elles-mêmes, des systèmes de cruauté. Cette spiritualisation de la menace à laquelle ils nous convient et leur appel au retour à la terre originelle travaillent à l'intériorisation de la violence et ne constituent en rien un défi pour quiconque, et encore moins pour une solide TEPCO nationalisée et déresponsabilisée. Elle ne fait que transformer l'horreur en espoir d'une récompense qui ne viendra jamais.**

En réponse au culte du risque, probabilisable donc gérable à l'infini, qui sied si bien au cynisme pragmatique des nucléaristes, ces antinucléaires réformés, amoureux du malheur, nous invitent au partage de la morale métaphysique du culte de la menace.

Mais ce dont les gens ont besoin, ce n'est pas d'un « retour d'expérience offert par Matsumura en mots simples et directs » comme nous le proposent ces indignés de l'atome, fusse-t-il celui d'une « torche vivante » à laquelle se réchauffent les fanatiques sans lendemain, **mais d'un renversement des causes réelles de la menace qui pèsent sur eux, de leur malheur et de leur souffrance.** Or, quel « retour d'expérience » peut-on attendre d'une expérience sans retour ?

« Radioactivité »... que ce mot n'alarme personne !

Matsumura Naoto s'apprête donc à faire l'objet d'une monstration de foire intercontinentale, les monstres étant bien sûr ceux qui applaudissent. Il passera « au château de Versailles », à Bure et à Fessenheim où ses groupies donneront raison à ceux qui considèrent que, dans nos sociétés, il y a toujours plus d'hommes en trop. **Contribuant au pathos qui broie moralement l'homme**, cet humanisme à l'usage des masses, pure abstraction de l'homme qui exige que les individus aient une idée misérable d'eux-mêmes, et fait dépendre la justice de la conversion à la vertu du sacrifice, pour les « générations futures » probablement, contribue à accroître comme jamais encore **la soumission volontaire.**

Les antinucléaires écologistes qui font pourtant de la radioactivité l'origine de bien des maux, souscrivent simultanément à l'idée qu'au fond, elle ne doit alarmer personne lorsqu'elle est sublimée, **s'empêchant ainsi de créer des conditions telles que sa raison d'être soit supprimée.**

Tandis que les défenseurs du nucléaire appellent à une adaptation des corps au rayonnement, les écologistes appellent à une adaptation des esprits, nul ne semblant songer que l'on pourrait, en toute simplicité logique, adapter le réel au maintien de la vie.

Thierry Ribault Kyoto, le 27 février 2014

Vigie devant le ministère de la santé à Paris

chris.elain@wanadoo.fr

vendredi de 9 h à 17 h,

soit sur la Place Pierre Laroque

soit au croisement des Avenues

Lowendal et Duquesne.

Vigie devant OMS à Genève

paul.roullaud@independentwho.org

ASTRID l'année 2014 est décisive.

La construction à Marcoule (vallée du Rhône-Gard) du réacteur Astrid se prépare discrètement, et c'est cette année que l'Etat doit donner pour cela le feu vert. Or il s'agit d'un réacteur destiné à relancer la filière plutonium, de la taille de près d'un demi superphénix.

C'est très grave, il ne faut pas laisser faire.

<http://apag2.wordpress.com/2013/10/16/astrid/comment-page-1>



**A l'ombre des fleurs
de cerisier
il n'est plus d'étrangers**

Issa Kobayashi

Victoire des bloqueurs d'uranium en procès à Narbonne : le Réseau "Sortir du nucléaire" se félicite de la dispense de peine et de la reconnaissance de la légitimité de l'action (20-2-2014 - <http://www.sortirdunucleaire.org/>)

Un blocage non-violent pour dénoncer les risques des transports radioactifs

Le 12 septembre 2013, 40 personnes du collectif STOP-Uranium ont bloqué un camion chargé de tétrafluorure d'uranium à sa sortie de l'usine Comurhex Malvési, près de Narbonne. Cette action non-violente de désobéissance civile était destinée à dénoncer les risques liés aux convois radioactifs qui sillonnent la région. En effet, 3 à 5 camions circulent chaque jour entre l'usine Comurhex Malvési et le site nucléaire du Tricastin, chargés de substances très réactives qui peuvent produire des gaz extrêmement corrosifs, sans que la population et les élus n'en soient informés. Suite à l'action, seule une militante – la conductrice de la fourgonnette qui avait stoppé le camion – a été arrêtée et inculpée, risquant deux ans d'emprisonnement et 4500 euros d'amende. En solidarité, et pour rappeler le caractère collectif et politique de l'action, vingt-deux autres militants ont demandé leur comparution volontaire. Fait rare, le jugement, qui devait se tenir le 7 janvier 2014, a été repoussé, la juge ayant demandé le renvoi du procès pour tenir compte de ces comparutions. Entre-temps, plus de 8500 personnes ont signé en solidarité l'appel « Nous sommes tout-e-s des bloqueurs d'uranium ! ».



Procès des « bloqueurs d'uranium » : une victoire pour la lutte antinucléaire (20-2-14) À l'occasion du procès, les demandes de comparution volontaire ont été rejetées par le juge, qui a souhaité ne juger que la conductrice de la fourgonnette, sur la base d'une infraction au code de la route. Après que l'avocat a défendu la légitimité de cette action de désobéissance civile, invoquant l'état de nécessité face au risque nucléaire, différents témoins ont défendu l'importance d'agir contre les transports nucléaires. **Didier Latorre, porte-parole du collectif STOP-Uranium, a rappelé que les militants « ne sont pas des délinquants routiers, mais des lanceurs d'alerte face à l'omerta, dans un pays où on ne remet pas en question le nucléaire après Fukushima.** Cette action, qui s'est déroulée en toute sécurité a permis de mettre en lumière les risques de l'usine Comurhex Malvési et de ces transports. Ce sont nos observations

qui ont permis de rendre public le nombre de camions qui sillonnent les routes tous les jours. Aujourd'hui c'est nous qui sommes à la barre alors que la Comurhex fait fi des lois et règlements depuis des années ». Francis Viguière, lui, a témoigné avoir participé à cette action en tant qu'élus municipal, « pour protester contre le fait que nous soyons tenus dans l'ignorance de ces transports et de leurs risques alors qu'il est de notre devoir de garantir la santé et la sécurité publique. Je ne veux pas me retrouver dans la situation du maire de Drancy, qui n'a pas su quoi faire face au déraillement d'un convoi nucléaire ».

Enfin, Bruno Chareyron, ingénieur nucléaire de la CRIIRAD, est intervenu en tant que témoin de moralité, « **pour affirmer l'importance d'informer la population sur les transports radioactifs et leurs risques. Il y a une incohérence entre les normes de la radioprotection pour le grand public et celles de ces convois radioactifs. Par ailleurs, en matière d'exposition à la radioactivité, il n'y a pas de dose d'innocuité** ». La CRIIRAD avait d'ailleurs préparé une analyse détaillée sur ces convois et l'usine

AREVA-Comurhex de Malvési, qu'elle suit de près.

Le procureur a rappelé l'existence d'une plainte déposée par le Réseau "Sortir du nucléaire" contre l'usine AREVA-Comurhex Malvési pour fonctionnement illégal pendant plusieurs années. Tout en déclarant que le rôle de la justice n'était pas de statuer sur le comportement des exploitants nucléaires, **il a mentionné que l'action des militants pouvait faire**

évoluer la société, reconnaissant implicitement l'intérêt de telles mobilisations. Suivi par le juge, il a requis la reconnaissance de la culpabilité pour la militante, mais avec dispense de peine.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" se félicite qu'aucune condamnation lourde ne soit venue écraser les militants. « On peut certes regretter que la réduction à une simple infraction routière ait occulté le caractère collectif et politique de l'action », déclare Laura Hameaux, chargée de campagne, « mais pour nous, l'absence de condamnation revient à reconnaître sa légitimité. Il faut espérer que la justice fera preuve de la même clairvoyance lorsqu'elle jugera l'entreprise délinquante Comurhex Malvési ! »

Retrouvez le suivi du procès sur notre site : <http://www.sortirdunucleaire.org/proces-bloqueurs-20-fevrier> ; Retrouvez les images et vidéo de l'action du 12 septembre 2013 : <http://sortirdunucleaire.org/blocage-camion-tetrafluorure> ; Daniel Roussée - 06 61 97 83 28 ; Didier Latorre (collectif Stop Uranium) - 06 38 81 98 06

Nucléaire et transition deux grands absents des municipales

Triste tropisme... 21 mars 2014 Par Guillaume Blavette paru dans Mediapart (extraits..)

La campagne pour les élections municipales dans les 36 000 communes du pays le plus nucléarisés au monde touche à sa fin. L'heure du bilan est arrivée avant que les électeurs participent à la grande messe républicaine de dimanche prochain. **Force est de reconnaître que la question nucléaire n'a pas largement pesé tout au long de cette séquence électorale.** On a pu observer une certaine résignation voire une réelle hésitation à aborder cet enjeu notamment là où il est le plus important[1]. On a même vu s'affirmer par endroit un réel tropisme pronucléaire... comme par exemple à Fessenheim[2]. (.....)

(..)Pourtant une chose est certaine. Sondages après sondages, les observateurs de l'opinion publique constatent une large défiance vis à vis du nucléaire. **En septembre 2013, le Parisien publiait une étude révélant que 53% des Français sont favorables à une "sortie progressive du nucléaire[12]".** On retrouve là un point de vue qui avait été affirmé clairement à l'occasion de la journée citoyenne du 25 mai 2013 organisée dans le cadre du débat national sur la transition énergétique[13]. Une chose est donc certaine. Les Français sont largement favorables à la transition énergétique. Pourquoi donc si peu a été dit pendant cette campagne pour les inviter à la mettre en œuvre ici et maintenant ? Le problème que pose finalement cette séquence électorale est le manque d'audace d'une classe politique qui n'assume pas pleinement son rôle. Le risque nucléaire est suffisant important pour que des réponses locales soient apportées à cette menace globale.

"la maison brûle et l'on regarde ailleurs... nous ne pouvions pas dire que nous ne savions pas !"

Chacun se souvient de la formule prononcée par Chirac à Johannesburg[14]. Elle s'applique aujourd'hui pleinement à la situation du nucléaire de France et d'ailleurs. Les décisions de l'ASN comme les avis de l'IRSN donnent à voir chaque jour un peu plus la dégradation de l'état du parc. Les centrales fuient de partout. Elles dysfonctionnent continuellement et peinent à garantir une offre énergétique sur un marché très concurrentiel.

La commission d'enquête parlementaire sur les coûts de la filière nucléaire créée le 11 décembre 2013 par l'Assemblée nationale donne à voir clairement l'urgence de la situation[15]. Pierre-Franck Chevet et Philippe Jamet ont pu à trois reprises rappeler les doutes, les inquiétudes voire les déceptions de l'Autorité de sûreté vis à vis d'un exploitant "droit dans ses bottes[16]." Non seulement les auditions sont d'un très grand intérêt[17] mais le caractère solennel de l'exercice a entraîné une libération de la parole au sein même d'EDF[18]. **Le 15 février Jade Lindgaard publie ainsi un article retentissant sur le problème des disjoncteurs [19]. Une semaine auparavant elle révélait à l'issue d'une longue enquête un problème générique des gaines de combustibles[20].** Comment s'étonner dès lors que l'industrie nucléaire connaisse un déclin brutal et irréversible[21]... au delà des limites de l'hexagone ?

Pourtant la promotion de l'atome reste une religion nationale même au sommet de l'Etat. Au prétexte d'une excellence industrielle et d'indépendance énergétique, beaucoup continuent de croire à la vertu d'une technologie maîtrisée. Le problème est que le gouvernement actuel semble à l'écoute de ces intérêts si peu communs. Au nom du redressement productif renouvellement et prolongations viennent polluer un débat énergétique. Et la vieille ritournelle de la croissance est reprise en cœur par les grands leaders d'opinion. Il n'y aurait de prospérité sans énergie abondante. L'air est bien connu. Il était déjà fredonné par Marcel Boiteux il y a quarante ans.

Mais bon, le problème n'est pas là. Que les productivistes persévèrent dans leur être est une chose. Que les partisans des alternatives écologistes et sociales ne forcent pas la voix en est une autre. or telle est le constat que l'on peut établir aujourd'hui. Les campagnes pour l'exercice du pouvoir local n'ont pas priorisé les questions énergétiques et climatiques pourtant si urgente. Au prétexte de démarches citoyennes et participatives beaucoup de listes écologistes se sont enfermées dans des logiques localo-

locales renonçant à aborder des problématiques globales.

Pour ne prendre que le cas d'Europe écologie, force est de reconnaître l'écart abyssal entre les propositions portées par les candidat(e)s et le travail réalisé par la commission énergie [22]. Tout au plus les professions de foi ont retenu quelques idées concernant la rénovation thermique du logement, la création d'agences locales voire de services publics. Bien peu a été dit sur la nécessité et l'urgence d'une refonte complète des politiques publiques et encore moins sur le principe de transition.

Faillite énergétique de l'écologie en politique

Au moment même où la situation appelle des réponses créatrices, les politiques de l'écologie restreignent leur horizon au seul champ institutionnel. Ils vont ainsi à rebours des préconisations des "techno" du parti et surtout de la dynamique réel du mouvement écologiste[23]. **Si la commission énergie considère "que la transition énergétique est une appropriation collective et passe par la construction d'un nouvel imaginaire (à cette fin, les initiatives citoyennes de transition énergétique au niveau des territoires (déclinaison par quartier pour les grandes villes) devraient être favorisées, encouragées[24]),** les candidats de manière social-démocrate semblent plus soucieux de doter les communes et les intercommunalités de nouvelles compétences plutôt que favoriser une réappropriation citoyenne de l'énergie selon une logique de résilience[25].

Si tout cela est très conforme au compromis issu du débat national sur la transition énergétique[26] on est bien loin de l'idéal de transition tel qu'il a

été conçu par Amory Lovins[27]. Les responsables du parti écologiste et les grandes ONG ne disent pas autre chose quand elles émettent des doutes sur la loi de transition en préparation [28]. **Alors que le RAC préconise dans le Vrai projet de loi de programmation de la transition énergétique de "créer une Institution financière de la transition énergétique sous contrôle public, dotée d'une gouvernance pluraliste (société civile, entreprises, élus...)[29]",** les politiciens locaux de l'écologie préfèrent des propositions dont l'efficacité est à démontrer. (....)

(...)La société civile premier moteur de la transition

Un récent sondage confirme que la société est bien plus consciente des enjeux énergétiques que d'aucuns veulent le dire[36]. A l'heure où certains s'enferment dans une alliance contre nature avec les productivistes[37], des initiatives surgissent de partout. La transition qui peine à prendre forme malgré l'accumulation des dispositifs institutionnels depuis l'adoption de la loi POPE se déploie en dehors du champ gouvernemental. **La créativité de la société civile tient lieu de politique là où les politiques faillissent à leur tâche. Une véritable révolution moléculaire est à l'œuvre[38].**

Alors que l'avant projet de loi sur la transition énergétique esquive la question du nucléaire[38], un événement pourtant passé inaperçu donne à voir que les choses bougent. **Le parc éolien de Port-La-Nouvelle créé par Jean-Michel Germa en 1993 offre désormais l'électricité qu'il produit à Enercoop[39].** C'est à la fois un symbole et un indice clair qu'une réelle transition est en marche malgré les blocages des grands énergéticiens et des pouvoirs publics. Les Assises de l'énergie qui ont eu lieu à Dunkerque fin janvier ont donné à voir qu'une dynamique de fond est en cours [40].



Nucléaire et transition (...) suite

En dehors de tout impératif électoraliste une myriade d'initiatives locales et d'expérimentation bouleversent le paysage énergétique français[41]. **Leur point commun est que les plus efficaces partent toujours de projets citoyens tels ceux favorisés par le fonds d'investissement Energie partagée[42].**

Alternatiba exprime le mieux cette tendance de fond qui traverse la société civile aujourd'hui[43]. Le Manifeste proclamé le 6 octobre 2013 à Bayonne invite le plus grand nombre à rejoindre le mouvement de transition face au changement climatique, à la déplétion des matières premières et au risque nucléaire[44]. "L'implication citoyenne, la mobilisation des populations et la réappropriation de notre avenir sont indispensables pour faire contrepoids à ce travail de sape. L'engagement de chacun et chacune d'entre nous, auquel appelait si fort Stéphane Hessel, est aujourd'hui une priorité pour relever le défi climatique." Bizi reprend à une échelle inconnue jusque là en France le principe de transition telle qu'il a été envisagée au Royaume-Uni par Rob Hopkins[45].

Déjà des initiatives de transition sont portées dans de nombreuses communes par des collectifs citoyens[46]. Ailleurs des communes rejoignent le mouvement des Territoires à énergie positive promu par le Comité de liaison des énergies renouvelables[47]. Plus qu'énergétique la transition devient citoyenne, participative et solidaire[48]. Non seulement le mouvement s'élargit mais il se renforce sur le plan théorique. Après la grande vague grenellienne en faveur des énergies renouvelables **aujourd'hui s'affirme une nouvelle critique qui met en cause le principe même de croissance[49].** **De la transition énergétique à la transition sociétale**

Il est tout de même symptomatique que l'association Virage énergie Nord-Pas-de-Calais qui a été pionnière dans le renouveau des scénarios locaux de transition[50] aujourd'hui privilégie une démarche de sobriété pour sortir de l'addiction au pétrole et au nucléaire[51]. Puisqu'il n'y a pas de production d'énergie sans impact, l'association propose de récupérer l'énergie solaire en flux.

D'une conception technique de la transition on passe ainsi à une nouvelle éthique des usages qui renouvelle la conception classique du service énergétique. **"La sobriété énergétique consiste en un ensemble d'actions visant à faire décroître voire faire disparaître des usages, des valeurs, des systèmes, des comportements, des organisations, au bénéfice d'autres nécessitant moins d'énergie pour satisfaire leurs besoins. Elle diffère de l'efficacité énergétique qui, elle, fait appel exclusivement à des techniques qui, lorsqu'elles sont mises en œuvre, permettent de réduire les consommations en énergie à l'échelle d'un système donné (véhicule, bâtiment, territoire, etc.). La sobriété réévalue donc les usages et les besoins en énergie, mais aussi les imaginaires, la culture de l'énergie d'une société et ses formes d'organisation collectives et individuelles[52]."**

La société civile prend de la sorte une longueur d'avance sur une sphère politique qui une fois encore à une guerre de retard. Alors qu'élus et techniciens réfléchissent au raccordement des énergies renouvelables et à la rénovation thermique du bâtiment[53], quelques pionniers pensent un nouveau modèle non seulement décentralisé[54] mais relocalisé au cœur des bassins de vie. On est là au delà du simple droit à l'expérimentation concédé par des édiles soucieuses en dernier recours du pouvoir qu'ils peuvent exercer sur le bon peuple[55]. L'enjeu est de favoriser de réelles solutions locales portées par les usagers eux-mêmes. La ville post-carbone[56] et post-nucléaire qu'il convient d'aménager dès

aujourd'hui ne peut être le fait d'une planification.

Si les élus ont un rôle à jouer c'est celui de facilitateur. Il s'agit en quelque sorte de décliner la stratégie d'empowerment[57] au champ énergétique. Des dispositifs de ce genre existent déjà. C'est le cas de l'appel à projet pour des initiatives locales pour la rénovation énergétique[58]. L'important est que les initiatives participatives soient soutenues, rendues publiques et donc qu'elles servent susciter d'autres projets. L'important est que la dynamique sociale ne soit ni entravée ni captée à d'autres fins que le droit de tous à vivre dans un environnement sain et la possibilité pour chacun d'accéder au bien être. Mais cela demande un peu d'audace et d'imagination.

Il est très regrettable que la campagne pour les municipales n'aient pas été l'occasion de décliner cette possibilité à l'heure où la démocratie participative est sur toutes les lèvres. Mais bon tout n'est pas perdu. Si la quête du pouvoir local amène aujourd'hui certains écologistes à édulcorer le paradigme écologiste à d'autres échelles l'action continue pour bouleverser un modèle énergétique qui a épuisé les hommes et la planète. Ainsi Yves Cochet organise le 3 avril prochain au Parlement européen une conférence publique intitulée "Vers des territoires résilients en 2030 : énergie, transports et alimentation[59]" avec Benoît Thévard notamment. Chacun sait aujourd'hui que seule la sortie effective du nucléaire est la condition nécessaire à un changement profond des modes de production et de consommation. **Le nucléaire est un verrou qui bloque aujourd'hui toute réelle transition comme l'explique clairement Jean-Pierre Grau[60].** Faut il encore

que toutes les candidats écologistes le reconnaissent et le disent haut et fort...



[1] Les déchets nucléaires, grands absents du débat municipal dans la région de Bure, <http://www.goodplanet.info/actualite/2014/03/07/bure/>

[2] <http://www.leparisien.fr/municipales-2014/municipales-a-fessenheim-l-union-sacree-autour-de-la-centrale-13-02-2014-3586663.php>

[12] <http://www.leparisien.fr/environnement/53-des-francais-favorables-a-une-sortie-progressive-du-nucleaire-26-09-2013-3171731.php>

[13] http://www.transition-energetique.gouv.fr/sites/default/files/13101-synthese_journee_citoyenne_complet_def_web_interactif.pdf

[14] <http://www.ina.fr/video/2090725001027>

[15] http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/couts_de_la_filiere_nucleaire.asp

[16] <http://www.asn.fr/Informer/Actualites/Commission-d-enquete-sur-les-couts-de-la-filiere-nucleaire>

[17] Denis Baupin : « Le nucléaire est aujourd'hui ce qu'était le minitel à l'heure d'Internet » <http://www.reporterre.net/spip.php?article5515>

[18] <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203247588119-la-gestion-de-la-maintenance-nucleaire-derape-a-edf-643641.php> ; <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203314630735-le-groupe-est-deborde-par-ses-travaux-s-inquiete-l-asn-650364.php> ; <http://www.actu-environnement.com/ae/news/personnels-edf-nucleaire-inquietude-duree-vie-reacteurs-21051.php4>

[19] <http://www.mediapart.fr/journal/france/150214/nucleaire-un-tiers-du-parc-connaît-des-défaillances-de-sûreté>

[20] <http://www.mediapart.fr/journal/france/070214/nucleaire-un-probleme-d-usure-menace-pres-de-la-moitie-des-reacteurs>

[21] <http://observ.nucleaire.free.fr/com-fuku-3ans-declin.htm>

[22] <http://energie.eelv.fr/municipales-2014-elaborer-son-programme-sur-les-questions-energetiques/>

[23] Opérer la transition énergétique par l'investissement citoyen, <http://www.reporterre.net/spip.php?article4521>

[24] http://energie.eelv.fr/files/2013/11/Note_Municipales_Comener-version-finale-Janvier2014.pdf, p 14

[25] <http://decroissance.blog.lemonde.fr/2010/06/12/notes-sur-le-bristol-peak-oil-report/>

[26] http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2013-12-10_-_Plan_commente_PJL_Programmation_TE.pdf ; <http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203383273736-transition-energetique-les-premiers-detaills-du-projet-de-loi-du-gouvernement-658233.php>



[plan-for-energy-amory-lovins#review](http://www.plan-for-energy-amory-lovins#review)

[28] http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/02/23/transition-energetique-les-ecologistes-ont-des-inquietudes_4371848_3244.html

[29] <http://www.rac-f.org/Transition-energetique-Le-VRAI> ; http://www.rac-f.org/IMG/pdf/Vrai_Projet_de_loi.pdf

[36] Le gouvernement Ayrault continue à agresser l'environnement : déjà 45 mesures hostiles, <http://www.reporterre.net/spip.php?article4933>

[37] à noter la publication par l'IMEC d'une intégrale des textes de Felix Guattari fin 2013

[38] <http://www.la-croix.com/Actualite/France/Le-debat-sur-la-part-du-nucleaire-dans-les-energies-attendra-2014-03-20-1123352>

[39] <http://www.actu-environnement.com/ae/news/premier-parc-eolien-raccorde-vend-desormais-production-enercoop-21110.php4>

[40] <http://www.assises-energie.net/fr/15es-assises-2014/ateliers/index.html>

[41] <http://www.energiesactu.fr/innovation/vers-une-transition-energetique-participative-0021953> ; <http://transitionenergetique.org/>

[42] Opérer la transition énergétique par l'investissement citoyen, <http://www.reporterre.net/spip.php?article4521>

[43] <http://www.bizimugi.eu/fr/retour-sur-alternatiba/>; <http://www.reporterre.net/spip.php?article4804>; http://www.bizimugi.eu/wp-content/uploads/2013/11/terre-a-terre_web.mp3

[44] <http://blogs.mediapart.fr/blog/alternatiba/071013/climat-la-reussite-dalternatiba-ouvre-la-voie-aux-mobilisations-futures>

[45] <http://www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins>

[46] <http://www.transitionfrance.fr/>

[47] <http://www.cler.org/-Territoires-a-energie-positive->

[48] <http://www.transitioncitoyenne.org/>

[49] <http://decroissance.blog.lemonde.fr/2013/06/16/impossible-decouplage/>; <http://www.avenir-sans-petrole.org/article-energie-nette-vers-la-fin-des-societes-industrielles-121972016.html>

[50] <http://www.rac-f.org/Virage-energie-des-scenarios>

[51] <http://www.virage-energie-npdc.org/spip.php?article136>

[52] <http://www.virage-energie-npdc.org/spip.php?article146>

[53] <http://www.lagazettedescommunes.com/208326/la-transition-energetique-a-lechelon-local/>; http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/11/05/les-territoires-leviers-de-la-transition-energetique_3508252_3244.html

[54] <http://www.lafabriqueecologique.fr/wp-content/uploads/2013/11/Note-d%C3%A9centralisation-LFE.pdf>

[55] <http://www.actu-environnement.com/ae/news/debat-energie-decentralisation-regions-srcae-19006.php4>

[56] http://ville-post-carbone.typepad.com/files/rapport_vpc_le_mans_vol1.pdf

[57] http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-La_sorcellerie_capitaliste-9782707147813.html

[58] <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Palmiers-des-initiatives-locales>

[59] <http://www.greens-efa.eu/fr/vers-des-territoires-resiliants-en-2030-12039.html>

[60] <http://www.jeanpierregrau.com/2014/02/bloqu%C3%A9-par-le-nucl%C3%A9aire-le-d%C3%A9veloppement-des-renouvelables-en-france-passe-par-l%E2%80%99investissement-des-citoyens-et-des-collectivités>

Article paru sur le site Mediapart proposé par Philippe Cruzel



http://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/nucleaire-une-vingtaine-de-reacteurs-pourraient-etre-inutiles-selon-le-ministere-article_143024/

26 mars 2014 Nucléaire: une vingtaine de réacteurs pourraient être inutiles, selon le ministère

Le ministère de l'Energie a dit mercredi faire l'hypothèse d'une hausse modérée de la consommation électrique française d'ici à 2025, ce qui rendrait inutiles une vingtaine de réacteurs nucléaires alors que la France veut réduire la part de l'atome dans la production de courant.

"Quand on fait des exercices de réflexion pour éclairer ce que seront les futurs scénarios, on part sur des scénarios d'évolution de la demande électrique relativement modérée", en raison notamment d'une efficacité énergétique accrue, a expliqué Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat au sein du ministère, entendu par la commission d'enquête parlementaire consacrée au nucléaire.

A cela s'ajoutent le développement des énergies renouvelables et l'objectif de réduire de 75 à 50% en 2025 la part de l'électricité nucléaire en France, qui feraient que seuls 36 à 43 gigawatts nucléaires resteraient nécessaires à cet horizon, contre 63 gigawatts installés aujourd'hui, selon lui.

"Ce qui veut dire qu'à ce moment-là", en dehors de toute préoccupation de sûreté, "mais en termes de non besoin, d'inutilité électrique, c'est une vingtaine de réacteurs", a ajouté M. Michel.

La prolongation des centrales nucléaires exploitées par EDF au-delà de 40 ans, limite initialement fixée lors de leur conception, n'est pas seulement une question de sûreté, sur laquelle l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sera amenée à se prononcer, a dit Pierre-Marie Abadie, directeur de l'énergie.

"Il y a derrière cette question de la prolongation de toutes les centrales, non seulement une question de sûreté, mais aussi la problématique (de savoir si) on en aura besoin ou pas" (..)

Les analystes de la Deutsche Bank ont publié en janvier leurs prévisions concernant le développement mondial du photovoltaïque, sous le titre évocateur de "Let the Second Gold Rush Begin" (Que la seconde ruée vers l'or commence). Le rapport rappelle que le photovoltaïque était déjà compétitif en 2013 sans subvention sur 19 marchés (Chine, États-Unis, Japon, Mexique, Afrique du Sud, Italie, Espagne, etc.) et que de nouveaux suivront en 2014. Il prédit ainsi une demande mondiale oscillant entre 44,5 et 46,1 GWc en 2014 et entre 52 et 56 GWc en 2015. Devenu premier marché mondial en 2013 avec 8 GWc installés (estimation), la demande chinoise continue de croître pour s'établir à 12 GWc en 2014, puis à 13,8 GWc en 2015. Chine, Japon et États-Unis devraient représenter plus de 61 % du marché du solaire en 2015. Cette croissance risque d'entraîner une tension sur l'approvisionnement en matière première jusqu'à mi-2015, générant une augmentation du prix des cellules de 10 à 20 % par rapport aux prix actuels. En revanche, le cours des actions du photovoltaïque devrait repartir à la hausse. Historiquement, les actions se sont échangées à un faible niveau, à cause notamment des faibles marges des entreprises et de la dépendance aux politiques publiques. Cependant, la Deutsche Bank voit émerger une demande plus durable et diversifiée, ainsi que des nouveaux modèles d'affaires. Le tout doit accroître l'engagement des investisseurs, générant une revalorisation des actions. En un mot comme en cent, le photovoltaïque devient un marché mature et porteur. Cordialement décroissant,

Jean-Louis GABY Ingénieur, consultant en énergies

<http://perso.wanadoo.fr/solaire2000>

Une croissance infinie dans un monde fini est une absurdité!

Un autre imaginaire est possible...

http://www.energies-renouvelables.org/articles/newsletter_12022014/ruee-or.asp

L'Allemagne

L'Allemagne, tant montrée du doigt par les pro-nucléaires au point qu'ils en trafiquent la réalité. Exemple révélateur avec ces données les plus récentes :

« Entre 2000 et 2013, l'Allemagne a réduit de 43 % sa production d'électricité nucléaire tout en réduisant de 2 % celle à base de charbon et de lignite. L'électricité renouvelable a augmenté de 288 % (multipliée par 3,88) et la production totale a augmenté de 9 % . » (1)

Le Japon : Il est pourtant un pays qui est passé de 54 réacteurs nucléaires (58 en France) à... zéro !

C'est le Japon, et il n'est retourné ni au Moyen-Age ni à la bougie...



Les pistes pour la France :

La clé est à présent large-

ment connue et diffusée :

- s'équiper de matériel à l'efficacité éprouvée, et là nous avons à disposition un fameux gisement d'économie d'énergie)

- prendre conscience de nos consommations afin de les réduire drastiquement, avec des gisements énormes là aussi

- se lancer à corps perdu dans les énergies propres et renouvelables, plus de vingt technologies étant actuellement à disposition tandis que la recherche progresse à grands pas (et que la France a laissé passer plus d'un train)

* le sait-on, la France regorge d'experts énergéticiens et les scénarii sont fort nombreux pour se débarrasser du nucléaire, argumentés, chiffrés. Citons ceux de Global Chance, Négawatt, du NPA (dont les experts citoyens ont réalisé un travail remarquable), etc

reste à activer LA clé par excellence : la volonté politique... alors ? M.MARIE pour le Cedra ;

cedra.org@orange.fr

(1) http://energeia.voila.net/electri2/allemande_nucle_charbon.htm

« village des Alternatives »

Cher(e)s client(e)s, futur-client(e)s et sociétaires

d'Enercoop,

Comme vous le savez, afin de permettre la réappropriation citoyenne de l'énergie et de se rapprocher de ses clients et sociétaires, Enercoop se décentralise depuis 2009 pour devenir à terme **un réseau de coopératives régionales**.

Chaque coopérative régionale a trois missions :

inciter aux économies d'énergie et offrir des services de réduction de la demande en électricité;
développer de nouveaux moyens de production d'énergie renouvelable citoyenne;
commercialiser l'offre de fourniture 100 % renouvelable d'Enercoop.

Aujourd'hui, le réseau Enercoop compte 6 coopératives régionales : nous vous écrivons aujourd'hui pour **vous annoncer la naissance de la 7ème coopérative Enercoop en région !**

En 2014, c'est en Aquitaine !

Depuis maintenant presque deux ans, l'aventure Enercoop a démarré en Aquitaine avec l'Association de Préfiguration Enercoop Aquitaine (APEA). Le projet est maintenant prêt à passer à

l'étape suivante : le lancement de la coopérative au printemps ! Un événement festif ouvert à tous est prévu le 11 avril 2014, en soirée, dans les locaux de la future coopérative, au sein du Darwin Ecosystème. Vous y êtes cordialement invités !

Nous remercions vivement la quinzaine de membres de l'APEA ainsi que leurs deux salariés qui ont beaucoup travaillé à la création de votre Enercoop régionale.

La SCIC Enercoop Aquitaine deviendra votre interlocuteur privilégié et la structure au sein de laquelle vous pourrez vous investir pour mettre en œuvre la transition énergétique dans votre région. Les souscriptions* au capital sont ouvertes pour devenir sociétaire de la coopérative Enercoop Aquitaine.

Enercoop Aquitaine souhaite réunir au maximum 100 000 € de capital social pour le lancement de ses activités. Comme dans toutes les régions, nos coopératives locales sont des Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC). Nous vous invitons, si vous le souhaitez, à participer à cette dynamique locale en téléchargeant l'engagement de souscription.

Pour tout renseignement supplémentaire concernant Enercoop Aquitaine et sur l'événement du 11 avril :
contact@enercoop-aquitaine.fr

Construisons ensemble le paysage énergétique de votre région !

A Schöna, en Allemagne, l'électricité est verte et citoyenne

LE MONDE | 21.01.2014 Par Frédéric Lemaître

La presse allemande continue de la surnommer « la rebelle de l'électricité ». Pourtant, en entrant dans les locaux d'EWS, l'entreprise qu'Ursula Sladek dirige, à Schöna, c'est l'impression inverse qui domine. On voit dans des vitrines d'innombrables distinctions, signes d'une indéniable reconnaissance.

Deux attirent particulièrement l'attention. D'un côté, le Prix de l'environnement remis en 2013 par le président de la République, Joachim Gauck, le prix le plus prestigieux et le plus richement doté accordé par les autorités fédérales. De l'autre côté du hall, deux photos d'Ursula Sladek en grande discussion avec Barack Obama à la Maison Blanche. C'était en 2011. Ursula Sladek venait de recevoir le Prix Goldman de l'environnement, surnommé le « Nobel de l'environnement », « pour sa contribution remarquable à la démocratisation de la fourniture d'électricité ».

Ce qu'a fait cette enseignante, âgée aujourd'hui de 67 ans, avec les autres habitants de Schöna, petite commune du Bade-Wurtemberg située tout au sud de l'Allemagne, non loin de la frontière française, est à la fois typiquement allemand et sans équivalent dans le pays.

AUJOURD'HUI, LA COOPÉRATIVE COMPTE 135 000 CLIENTS

Profondément marquée par la catastrophe de Tchernobyl en 1986, cette mère de cinq enfants a milité sans relâche avec son mari et d'autres habitants de ce village de la Forêt-Noire pour ne plus consommer d'électricité issue du nucléaire.

Face au refus du distributeur d'électricité local, ces rebelles parviendront – dix ans et deux référendums d'initiative populaire plus tard – à racheter ledit réseau et à le transformer en coopérative.

Grâce à la libéralisation de l'énergie, en 1997, le réseau électrique municipal de Schöna ne se contente plus de desservir les 2 600 habitants de ce bourg rural. Aujourd'hui, la coopérative compte 135 000 clients dans toute l'Allemagne et prend des participations dans des réseaux qui veulent également se fournir en électricité verte.

« NOUS N'AVONS JAMAIS PERDU D'ARGENT »

C'est le cas notamment à Stuttgart. Forte de 3 300 sociétaires (disposant au total d'un capital de 28 millions d'euros) et de 92 salariés, EWS est une coopérative prospère qui a réalisé, en 2012, 140 millions d'euros de chiffre d'affaires et 4,3 millions d'euros de profits après impôts. « Nous n'avons jamais perdu d'argent, sauf la première année », commente fièrement Ursula Sladek qui, depuis le début, dirige la coopérative avec son mari.

Pour choisir ses fournisseurs, EWS pose deux conditions : qu'ils n'aient de lien ni avec le nucléaire ni avec le charbon, mais aussi que leurs installations aient moins de six ans.

« Nous nous fournissons en Allemagne, mais aussi auprès de producteurs d'énergie éolienne autrichiens et de producteurs d'hydroélectricité norvégiens : 100 % de notre électricité provient d'énergies renouvelables », explique Mme Sladek.

DES TARIFS TOUT À FAIT COMPÉTITIFS

Alors que nombre d'experts mettent en avant les limites de l'éolien et du solaire quand il n'y a ni vent ni soleil, Ursula Sladek insiste sur une autre réussite d'EWS : « La majorité de nos clients sont des particuliers, mais nous avons aussi des petites entreprises et même de grands entrepreneurs comme la chaîne de droguerie DM ou le chocolatier Ritter Sport, ce qui prouve la fiabilité de notre approvisionnement, car ces indus-

triels ne peuvent pas courir le risque de subir des coupures de courant. »

Côté tarifs, EWS est tout à fait compétitif, « car les actionnaires n'exigent pas 15 % de retour sur investissement mais environ 4 %, ce qui est bien supérieur au rendement d'un plan d'épargne. Par ailleurs, les cadres de l'entreprise sont moins payés que dans les groupes traditionnels et nous faisons beaucoup moins de publicité », explique Mme Sladek.

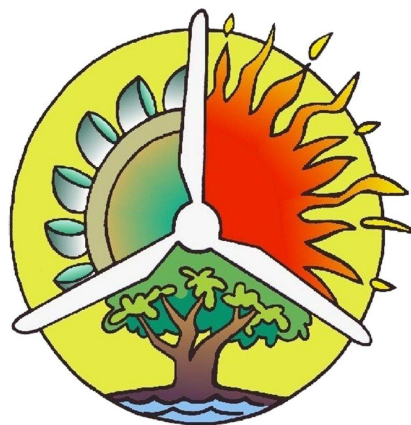
Cependant, certains clients, militants, acceptent de payer quelques euros de plus leur électricité pour permettre à EWS d'aider des ménages ou des PME qui investissent dans le renouvelable pour leur propre consommation. En 2012, 1,5 million d'euros a été dépensé pour **soutenir environ cinq cents investissements**.

EWS MULTIPLIE LES FORMATIONS

Désireux que ses clients consomment moins mais s'impliquent davantage dans les questions énergétiques, EWS multiplie les formations pour permettre les échanges sur différentes questions, et l'argent récolté lors de la remise de prix permet à EWS de subventionner d'autres démarches citoyennes.

« Nous nous sommes rendu compte dans les années 1970, lors des combats contre le nucléaire, que les gens avaient de très grandes compétences sur le sujet. C'est pourquoi la participation des citoyens est le fondement de notre engagement », raconte Ursula Sladek. Soucieuse de « travailler avec tous les partis » politiques, celle-ci a toujours refusé d'adhérer à l'un d'entre eux.

http://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2014/01/21/a-schonau-en-allemande-l-electricite-est-verte-et-citoyenne_4351595_3244.html?xtmc=schonau&xtcr=1 Article proposé par Joelle Simonet



Collectif Transition énergétique 47

148, rue Gérard Duvergé, 47000 Agen

<http://collectif47.free.fr/indexENR47.htm>

05 53 67 85 93 ou 05 53 95 02 92

Prochaines Journées portes ouvertes dans le 47
Samedi 31 mai et 1er juin 2014
Voir infos site ci-dessus vers mi-mai

C.A.S.O : SDN LOT, point de vue sur Réseau et décentralisation

Depuis 2010, le Réseau « Sortir du nucléaire » est confronté à de graves critiques internes suite à la « crise » déclenchée par une grève des salariés pour obtenir, contre l'avis du conseil d'administration, le licenciement du porte-parole Stéphane Lhomme, jugé incontrôlable. L'AG de février 2010 a abouti à la destitution du CA, puis - à l'élection d'un nouveau CA dans des conditions contestées (1), sans toutefois permettre la sortie d'une crise qui n'a depuis fait que s'exacerber.

Le Réseau, à l'origine mis en place par les groupes pour mutualiser efficacité, ressources et compétences dans la lutte antinucléaire, s'est petit à petit orienté vers un lobbying type ONG qui est loin de faire l'unanimité. Beaucoup de groupes se sont détournés de la fédération en nourrissant un feu de critiques qui ne semble pas vouloir s'éteindre : perte de radicalité, rejet de l'orientation politique, poids croissant de la

masse salariale... marche a tout de même montré que la volonté est forte de voir le Réseau évoluer au plus près des groupes et des régions. Pour ne pas « rester au milieu du gué », l'AG, sur la proposition de Sud-Rail, a décidé de l'organisation d'un congrès de refondation qui devrait se tenir sur trois jours, au plus tard en septembre. Il faut pour cela que les groupes montrent un véritable intérêt à reprendre les choses en main, et s'investissent afin que l'organisation de « notre » réseau dépende de « nous » et pas d'un appareil central.

Michel Lablanquie (position soutenue par plusieurs groupes de le CASO dont VSDNG)



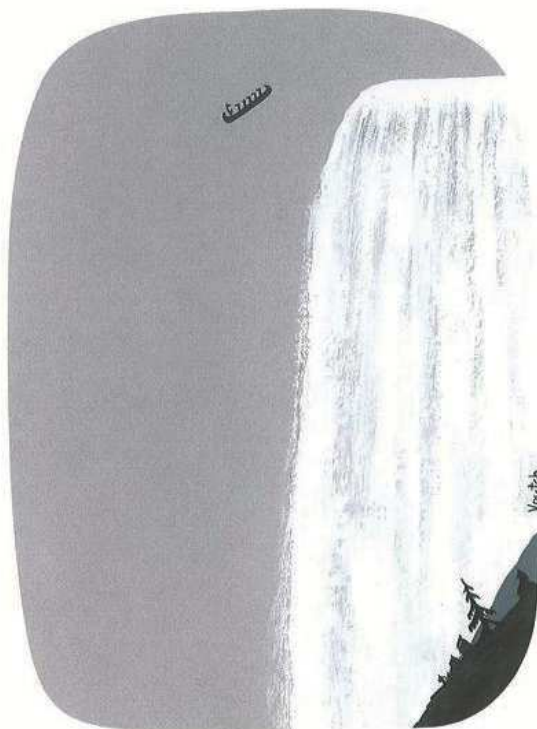
masse salariale...

Quatre ans après ce que d'aucuns qualifient de « putsch », l'AG de janvier 2014 a voté une motion pour réhabiliter les administrateurs exclus en 2010. Stéphane Lhomme, qui a depuis fondé l'Observatoire du nucléaire - et qui n'a rien perdu de sa pugnacité - est en procédure devant les prud'hommes contre son ancien employeur. Il fait également appel de son jugement dans le procès que lui a intenté Areva suite à ses accusations de corruption au Niger (2).

pour un réseau décentralisé

Le groupe SDN Lot s'est fortement mobilisé face à cette crise en soutenant un travail pour la refondation du Réseau. Deux de ses membres, Michel Lablanquie et Michel Boccara, élus administrateurs (juin 2010 / janvier 2012), ont organisé les Journées d'études, publié le journal Atomes crochus (deux numéros imprimés avec l'aide du Lot en action !)(3), et travaillé à l'analyse de la crise. SDN Lot a ainsi porté en 2013 une motion de régionalisation, votée à 92 %, qui a abouti à l'élaboration, par un comité de refondation, de trois scénarios qui ont été examinés par l'AG de ce début d'année(4).

L'enjeu de la régionalisation est de renforcer les luttes de terrain et de laisser plus d'initiative aux régions : budget autonome, salariés décentralisés, AG et élus régionaux, respect de la diversité des groupes et des composantes du mouvement antinucléaire... Si aucun scénario n'a obtenu une adhésion suffisante pour être mis de suite en application, la dé-



- C'est finalement la proposition A "Ramons de toutes nos forces à contre-courant avant qu'il ne soit trop tard" qui l'emporte par 4 voix contre 2 et 1 abstention.

1 Voir à ce propos le témoignage à charge de Johnny da Silva, administrateur en 2010 qui a participé aux événements : <http://journeesdetudes.org/sdnlot/reseau/congres/DaSilva.pdf>
2 <http://observ.nucleaire.free.fr/obs-fait-appel-don-areva.htm>
3 <http://journeesdetudes.org> et <http://journeesdetudes.org/atomescrochus>
4 Voir l'analyse et les réflexions sur l'AG de 2014 faites par Michel Boccara dans la perspective du congrès de refondation : <http://journeesdetudes.org/sdnlot/reseau.html>

**alerte rouge sur la zad du testet:
besoin renforts et de materiel pour reconstruire
À : zadpartout@riseup.net**



Appel à mobilisation : Le compte à rebours est enclenché : Le 2 décembre 2014, le CEA procédera à la première explosion nucléaire sur le site du laser Mégajoule au Barp (33), une nouvelle étape pour les apprentis sorciers de la destruction massive.

Le Laser Mégajoule n'a pas d'autres utilités que de poursuivre la course aux armements nucléaires, la modernisation de notre arsenal et le développement de nouvelles armes nucléaires. Pour ces seuls objectifs, 7 milliards d'euros ont déjà été engloutis, 20 milliards au total pour la modernisation de notre arsenal nucléaire (Missile M 51, ASMP-A, lancement du sous marin Le Terrible, adaptation des sous marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE).....) **Les 20 et 21 septembre 2014**, un camp de la Paix autour du Laser Mégajoule réunira tous les grains de sable contre ce décompte infernal. Soyons, ces jours là, toutes et tous l'un de ces grains de sable en nous associant au collectif "Mégastop au Mégajoule" à l'initiative de ces journées : peaceonmegajoule@riseup.net Plus d'informations très prochainement

VSDNG-Stop Golfech : bilan 2013 pour AG

Rapport d'activités de Vivre Sans le Danger Nucléaire de Golfech-Stop Golfech en 2013

Conformément à nos statuts nous avons continué à informer et sensibiliser sur 2 thèmes majeurs : les dangers liés au nucléaire en France surtout avec un suivi de la centrale de Golfech..., les propositions pour se passer du nucléaire. Nous avons continué à accomplir ce travail :

1) dans le cadre de notre groupe local VSDNG

47 :

en guise de rapport moral : à peine une ou 2 réunions de préparation cette année car presque personne de disponible et pour moi un boulot assez lourd de fait quand on voit tout ce qui est assuré en 1 an...

mais toujours une petite équipe pour envoyer le journal (Chantal, Patricia, Monique P., Odile), notre trésorière dévouée Annie, Jim toujours là avec sa sono s'il le faut... Pinpin conducteur de bus bénévole, Aline et Gérard pour tenir buvettes improvisées, Alain et Colette Wideman et Nicole D. des stands, Aline, Juliette, Monique P. pour placer tracts et affiches, André et Benoît pour le théâtre, Eric, Laurence, Laura, Claudine et son homme pour le stand au festival Cauberotte, Pierre, Eric, Jean-Michel, Willy, Annie pour aider à la décision/ réflexion, Eric pour les coordinations et le stand Horizon vert et Christian toujours là pour la technique internet, vidéo etc...**Donc c'est une grosse vingtaine de personnes qui répondent présentes à un moment ou à un autre, sans qui l'asso ne pourrait pas continuer.**

- S'ajoute la liste de presque 100 personnes qui reçoivent l'info internet, environ 90 personnes à jour de cotisation/abonnement au journal 2 par an.

Les actions dans le 47

- **4 mars 2013** : Soirée d'information sur Tchernobyl et Fukushima proposée par nous mais organisée avec Attac 47 et soutenue par Au Fil des Séounes (finances et info). Avec **Kolin Kobayashi** très percutant (contact VSDNG) et une Olena ukrainienne présentée par Valerette d'Attac 47. Buvette très conséquentement assurée par VSDNG et Attac 47 qui a permis d'envoyer de l'argent aux enfants de Tchernobyl Belarus et à une assos japonaise. 50 participants, excellente ambiance et animation gratuite : JMStien(présent mais s'effaçant devant) Tildon Krautz et son quatuor endiable.

<http://www.sudouest.fr/2013/03/05/l-ukraine-et-le-japon-pour-parler-du-nucleaire-984669-3603.php>

- **1er août stand à la fête des luttes à Ste Colombe** : contre la zad de Ste Colombe mais aussi NDDlandes

- **2,3,4 août stand et animation d'un débat informel au festival de Cauberotte** (20 personnes environ)

- **13 septembre** Stand lors de la venue de Kempf à l'invitation d'Au Fil des Séounes (quinzaine de l'écologie°)

- **18 septembre : pièce de Nicolas Lambert « Avenir Radieux »** au théâtre du Terrain vague de Villeneuve : grand succès, salle comble et public enchanté par la qualité, Nicolas Lambert, son musicien et technicien eux aussi très heureux. Accueil très chaleureux par les responsables du théâtre. L'ASA et Au fil des Séounes participeront financièrement.

- **5 et 6 octobre** : stand à Horizon vert avec Eric surtout, mais aussi André et Aline le dimanche ; table ronde : « le

nucléaire, de la nécessité d'en sortir au plus vite » ? presque personne. Par contre du passage au stand.

- **14 novembre** : entrevue avec la sous préfète d'Agen pour protester contre la **prolongation des centrales envisagées** ; très bon accueil et intérêt pour le dossier apporté ; on est 5 : Chantal, Colette, Alain, Eric et moi.

- **Soirée du 16 décembre** : 19h- Salle Picasso-Agen ; projection du film « enquête d'hostilité publique », buffet, Échanges : la lutte antinucléaire passée et actuelle,

Golfech et les enjeux actuels (25, 30, 40, 50, 60ans...) ; 19 personnes, échanges sympas et recette d'environ 100€ ; merci aux généreuses personnes présentes

2) Dans le cadre du Collectif Transition Énergétique 47 (VSDNG en est un maillon essentiel): Petite équipe d'animation avec Pierre S et moi : Chantal, Dominique, Jean-Michel, Michel. **Journées portes ouvertes très réussies (30 mai, 1er et 2 juin) : 150 personnes participent.**

Réunion réussie à la Capeb avec des éco-artisans notamment.

3) Dans le cadre de la coordination antinucléaire du sud-ouest (une vingtaine de groupes)

- 6 réunions environ. Eric y vient la plupart du temps. Une douzaine de participants du 09,31,33,46,47,81,82.

- **28 avril rassemblement à Golfech**. Organisation très collective. Tchernobyl et le Cant de Toulouse amène chacun leur bus et animation : chorale, sculpture de radiateurs électriques. SDN 82 assure stand et collecte finances, SDN Lot un journal « atomes crochus », VSDNG l'organisation du théâtre « **L'Impossible procès** » par la compagnie Brut de Béton devant un public de 200 personnes enthousiastes. Un point fort que cette pièce en plein air sur la place de Golfech. Les jours et semaines précédentes distribution de 5000 tracts dans la zone autour de Golfech. Financement de la pièce plus de la moitié à la charge de VSDNG ainsi que les tracts (merci à Aline qui a collecté autour de la pièce aussi..

- 26 mai : lettre à Calafat président de la CLI de Golfech (demande enquête tritium et leucémies infantiles) ; aucun résultat

- **PPI en septembre** : distribution de tracts, j'y suis seule de VSDNG avec Joelle du 82 et Philippe du Lot. Présence lors de la réunion officielle avec Marc et Daniel de Toulouse en renfort.

- **La publication de 2 journaux Stop Golfech** (semestriel mars et septembre) de 20 pages : 90 abonnés (la plupart sont adhérents à VSDNG) et vente sur des stands; le journal est composé, imprimé, financé par Stop Golfech par contre participation de membres de la coordination régionale par de nombreux articles, infos etc..

4) Dans le cadre du Réseau Sortir du nucléaire fédération nationale de plus de 900 groupes :

- En solidarité avec les victimes de Fukushima et pour réclamer la sortie du nucléaire, **chaîne humaine du 9 mars 2013 à Paris**, Nous sommes une petite dizaine à rejoindre le bus des Toulousains sur Paris ; et quelques voitures partiront d'Agen et Marmande sur Bordeaux (rendez-vous 17h devant le grand théâtre)

- **co-organisation du Tchernobyl Day à Golfech le 28 avril 2013** (voir ci-dessus)

- **12 septembre : action de blocage à Malvezi** : Pierre y participe. Très bon impact médiatique.

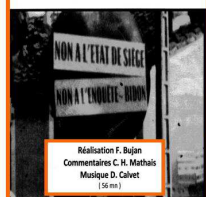
- participation à la **vigie** (panneaux infos avec militants) devant l'OMS, pour dénoncer l'accord OMS avec le lobby atomique (AIEA) et sa non assistance aux populations qui souffrent de l'après Tchernobyl : 1 semaine en février et 1 en août

- AG du Réseau : **personne de Stop Golfech n'y va ; nous participons surtout par la coordination préparation collective et pouvoir à Patrice Kappel de SDN81** ; échanges avec SDNLot qui travaille sur la décentralisation (Michel L et Michel B.)

5) Divers :

- en plus de l'adhésion au Réseau, nous adhérons à la Crie-Rad, à Bure (Maison contre enfouissement déchets), aux Enfants de Tchernobyl Belarus, aux Malades de la Thyroïde

ENQUÊTE D'HOSTILITÉ PUBLIQUE
CENTRALE NUCLEAIRE DE GOLFECH - 1979



Ils ont lutté,
Nous avons lutté,
NOUS LUTTONS !

STOP GOLFECH



LUNDI 16 DECEMBRE 2013

19h- Salle Picasso- Agen

(Rue Paul Pons) : projection du film, buffet,
Échanges : la lutte antinucléaire passée et actuelle,
Golfech et les enjeux actuels (25, 30, 40, 50, 60ans...)

Recettes du buffet au profit de 2 associations proches
des victimes de Tchernobyl et Fukushima

Nous luttons...solidaires

Coordination Antinucléaire du Sud-Ouest



Pollution nucléaire : deux associations offrent les dommages et intérêts d'EDF aux enfants victimes de Tchernobyl et Fukushima

Pour la première fois en France, un exploitant nucléaire a été condamné pour des violations à la réglementation technique relative aux installations nucléaires. Edf vient en effet de retirer son pourvoi en cassation après sa condamnation par la Cour d'appel de Toulouse (3-12-12).

Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées et le Réseau "Sortir du nucléaire" se réjouissent de cette victoire sur l'affaire qu'ils ont portée devant la justice : c'est en mars 2010 qu'ils ont été discrètement informés par un salarié d'EDF d'une contamination de la nappe phréatique par de la radioactivité artificielle suite à un dys-

fonctionnement grave survenu à la centrale de Golfech.

Des pollutions hors dimensionnement pour une énergie sale :

Le nucléaire pose des problèmes de santé à des échelles jamais égalées dans l'histoire de l'humanité :

- La souffrance et la mort d'enfants, de femmes et d'hommes liée aux catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima se déroulent dans un silence assourdissant.

- Moins visible encore, seulement démontrées par quelques études scientifiques, les atteintes à la santé des riverains par les rejets des centrales nucléaires rajoutent encore, en silence, de nouvelles victimes de l'atome .

- Les déchets nucléaires de la filière atomique, produits en quantités gigantesques, assurent également un avenir irradié à nos descendants.

Effets différés, impunité...

Les délais entre le rejet de radionucléides dans l'environnement et l'apparition de problèmes sanitaires servent d'alibi aux atomistes pour cacher leurs délits... mais la science progresse suffisamment vite pour pouvoir espérer que cesse rapidement cette impunité.

L'argent d'EDF va être offert aux enfants victimes de catastrophes nucléaires :

Le deux associations souhaitant briser le silence sur la situation des enfants victimes du nucléaire civil leur offrent symboliquement les 3 000 euros payés par Edf suite à sa condamnation : Les somme iront aux "Enfants Tchernobyl Belarus, à "Terre de rêves, pour les enfants de Fukushima" et à "Kumi-no-sato" (Village de la belle Terre).

Observatoire du nucléaire et Areva

Condamné à la demande d'Areva, l'Observatoire du nucléaire fait appel de ce jugement mettant gravement en cause le droit de dénoncer les méfaits du lobby nucléaire

Vendredi 7 février 2014, malgré les preuves accablantes rendues publiques par l'Observatoire du nucléaire (cf <http://www.observatoire-du-nucleaire.org>), la 17ème chambre correctionnelle du Tribunal de Paris a jugé utile de condamner (à plusieurs milliers d'euros de pénalités financières, détails sous peu) pour "diffamation" cette association à la demande pressante de la multinationale radioactive Areva.

Il est édifiant de constater que ce n'est pas seulement la Justice mais la quasi-totalité de la société française, les principaux partis politiques et la plupart des "grands" médias en tête, qui détournent consciencieusement les yeux pour profiter du pillage de l'uranium du Niger, Areva n'était finalement que l'exécutant du sale boulot.

La France est trop heureuse de pouvoir alimenter ses réacteurs nucléaires en s'accaparant à un prix dérisoire l'uranium du Niger : ce sont probablement des centaines de milliards d'euros qui devraient être remboursés au Niger, surtout si l'on tient compte des graves atteintes à l'environnement (contaminations, assèchement de la nappe phréatique) et à la santé publique (cancers multiples, déplacement des populations autochtones, etc).

Le parti prétendument "écologiste" EELV, par l'intermédiaire des ses deux ministres et par le silence complice de ses groupes parlementaires, est directement le complice d'Areva et du lobby nucléaire. Interpellé sur France-Inter, le ministre du "développement" Pascal Canfin a carrément pris fait et cause pour Areva (matinale du 21 janvier 2013, <http://www.franceinter.fr/player/reecouter?play=545845>)

La CGT-énergie, pour sa part, bafoue allègrement toutes les valeurs syndicales et altermondialistes en soutenant le pillage du Niger au profit de l'industrie nucléaire... et de ses lucratifs comités d'entreprises mis en coupe réglée par ce syndicat au méthodes plus que curieuses.

Les médias dominants ont une responsabilité écrasante puisqu'ils entretiennent en particulier le mythe de la supposée

"indépendance énergétique apportée par le nucléaire" alors que 100% du combustible est importé (pillage du Niger, compromis avec les dictateurs d'Asie centrale, etc).

Pour ce qui est de la fameuse affaire du "don d'Areva" jugée ce jour, il convient de rappeler que personne n'aurait entendu parler de ce véritable scandale d'Etat sans l'engagement courageux de l'Observatoire du nucléaire. Ce versement de 35 millions d'euros, fait fin 2012 par Areva au budget du Niger dans des conditions controversées, et préaffecté à l'achat d'un avion pour le Président du Niger (un ancien cadre d'Areva !), illustre parfaitement le mépris de la France nucléaire pour le peuple du Niger.

Il convient aussi de rappeler qu'Areva a modifié à plusieurs reprises sa version des faits, niant d'abord le versement (cf AFP 12/12/2012, <http://bit.ly/1fNXSUG>), avant de le reconnaître (AFP 14/01/2013, <http://bit.ly/1eEzLHk>) puis de le "justifier" par une nouvelle version tenant compte de l'actualité (guerre au Mali, AFP 9 mars 2013, <http://bit.ly/1jk54uE>).

Seules les personnes les plus naïves peuvent croire que ce nau-séabond "don d'Areva" - finalement jamais versé suite aux révélations de l'Observatoire du nucléaire - visait à aider la population du Niger, l'une des plus pauvres du monde alors qu'Areva fait un juteux business avec l'uranium de ce pays.

Chacun comprend immédiatement que ce versement avait pour seul but d'amadouer les dirigeants du Niger qui tentent actuellement mollement - le président Issoufou ayant besoin d'Areva pour assurer sa réélection en 2017, comme démontré par un document confidentiel publié par l'Observatoire du nucléaire, <http://bit.ly/1aD1W3> - d'obtenir une augmentation du dérisoire prix payé par Areva pour l'uranium extrait. C'est en ce sens que l'Observatoire du nucléaire a parlé de "méthode relevant de la corruption, au moins moralement si ce n'est pas juridiquement". L'Observatoire du nucléaire a décidé de faire appel de ce jugement affligeant mettant gravement en cause la liberté d'expression et le droit de contester les méfaits des entreprises du lobby nucléaire.

Vous pouvez aider l'Observatoire du nucléaire
<http://observ.nucleaire.free.fr/proces-areva-souscription.htm>

Coordination antinucléaire du sud-ouest (CASO):

09 EELV Ariège

12 Serenes Sereines :

Guy Pezet guypezet@orange.fr

Charlotte VdeV. 05 65 45 70 55

31 Amis de la Terre Midi Pyrénées et CANT :

<http://saint.aroman.marc.free.fr>

Daniel Roussée : 06.61.97.83.2832 :

32 Ende Doman – 32400 Fustérouau

Henri Chevalier tél.05.62.09.08.25.

NPA : npa32gers@gmail.com;

33 Tchernoblaye : tchernoblaye.free.fr,

Olivier Debelleix ol.deb@free.fr 06 32 15 78 44

Négajoule : JM Louvet negajoule.free.fr

46 SDN Lot : Philippe Cruzel

philippe.cruzel@orange.fr

Michel Lablanquie <http://leliencommun.org/sdnlot>

Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nucléaire Jean
-Luc Vialard - mcnl@free.fr

47 Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000
Agen

André Crouzet 06 85 22 71 33

moniqueguittenit47@orange.fr

65 Nucléaire non merci 65 : nucleairenonmerci65@laposte.net, 05 62 36 16 95 (Marie Elise)

81 SDN81 Patrick Kappel

ordonaizer@hotmail.com

82 SDN 82 Roland Portes

rolandrolandportes@orange.fr

<http://stopgolfech.org/>

Lien Réseau <http://groupes.sortirdunucleaire.org/>

Mini tournée de ALAIN DE HALLEUX “ de TCHERNOBYL à FUKUSHIMA : Un Totalitarisme Mondial Feutré ” Réalisateur de documentaires et de fictions qui depuis 2006 se penche sur l'industrie nucléaire

-WELCOME TO FUKUSHIMA (2103 RTBF) Un an à Fukushima, à l'écoute des gens de Minamisoma

-LES RECITS DE FUKUSHIMA (2012 ARTE) propose 8 épisodes de 8' pour le premier anniversaire de l'accident de Fukushima

-CHERNOBYL 4EVER (2011 ARTE) se penche sur Tchernobyl 25 ans après la catastrophe. Pour les jeunes c'est déjà un jeu virtuel, nommé STALKER..

-R.A.S (2008 ARTE) s'intéresse aux ouvriers des centrales nucléaires et montre le lien qui existe entre notre sûreté et le bien être social de ces invisibles.

-Sans oublier “Antoine Citoyen” une série de 21 épisodes comiques... <http://lindi25.wix.com/alain-de-halleux>

De Tchernobyl à Fukushima : des catastrophes atomiques, des victimes balayées, une vérité broyée... La Nucléocratie un système mondial assassin et menteur...

Mercredi 16 avril à 20 h 30 à la salle du Sénéchal , 17,rue de Rémusat à Toulouse

(à l'initiative des Amis de la Terre Midi-Pyrénées, du Comité Anti Nucléaire Toulousain, du Réseau Sortir du Nucléaire....) ; le 15 à Montauban à l'ancien collège 20h30, , le 17 au cinéma Confluent d'Aiguillon (47) à 18h30, et sans doute dans le Lot (voir contact groupe)

Le **8 mars** nous nous sommes retrouvés à 14.au **rond-point de Golfech** . pour annoncer Alternatome des 3 et 4 mai à Valence d'Agen (voir photos):

Nous comptons sur vous pour renouveler l'aventure, **en particulier le samedi 26 avril à 10 h du matin toujours autour du rond point de Golfech.** Nous disposerons d'une dizaine de landaus

avec dans chacun de superbes poupons, superbes en apparence, car victimes au premier stade de maladies liées à l'activité atomique : comme la radioactivité, ce stade de maladie est invisible à l'œil nu et nécessite des appareils sophistiqués pour être révélé.

Comme des nurses, habillés de combinaisons blanches, nous ferons tourner ces landaus en rond sur le rond-point. **Pour les toulousains motivés, nous nous retrouverons ensuite le 26 avril à 15 h place du Capitole pour continuer la ronde des landaus...**

(photos de Marc St Aroman, initiatives de Daniel Roussée)



**Pour signer vous aussi cet Appel, rendez-vous sur le site
des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Energie Atomique
<http://www.fairea.fr>**

**Voici le site pour Alternatome 82
hébergé par Alternatiba:
<http://alternatiba.eu/valence-agen/>**

Un immense merci à ceux qui renouvellent abonnement et soutien, parfois très généreusement. Nous avons besoin de vous tous. Notre adresse : Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen.

Envoi des articles à moniqueguittenit47@orange.fr ; prochain journal début septembre 2014

ABONNEMENT ANNUEL

A STOP-GOLFECH:

8€ et plus...

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

TEL _____

COTISATION DE SOUTIEN

A VSDNG:

12€ et plus...

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

TEL _____

Stop Golfech

Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech

Dépôt légal : 20 Juin 1991

Commission paritaire 0307 G 81372

ISSN 1253-286X

Imprimerie ICA Concept

39-41 Avenue Jean Jaurès 47000 Agen

Directeur de publication : William Soubiran

Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman

Pigiste : Ch. Guittenit

Envoi : P.Habit, Ch.Lamas,
J.Rosales, M.Prévot

Adresse du journal : VSDNG,

Solidarité Inter Association

148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen

Tel 05 53 95 02 92 (Monique)